

Transcription de l'interview d'Henri Werner (Sanem, 1er juin 2010) – Intégralité

Légende: Transcription de l'interview d'Henri Werner réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 1er juin 2010 au siège du CVCE à Sanem. Conduit par Elena Danescu, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur la personnalité et l'action politique de son père Pierre Werner.

Source: Interview d'Henri Werner / HENRI WERNER, Elena Danescu, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 01.06.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (02:32:49, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_d_henri_werner_sanem_1er_juin_2010_integralite-fr-93968f9a-80e5-4de7-8811-ef4e3d15fa2e.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Table des matières

I. Pierre Werner et Henriette Werner-Pescatore - un portrait affectif.....	1
II. Pierre Werner – ses débuts en politique, ses mentors (Joseph Bech, Robert Schuman, Jean Monnet) et l'idée européenne.....	4
III. Pierre Werner, homme d'État et l'affirmation du rôle du Luxembourg dans la construction européenne.....	9
IV. Pierre Werner, le rapport Werner et l'Europe monétaire.....	13
V. Le Luxembourg sur la voie de l'intégration européenne : apaisement des relations avec l'Allemagne, synergies économiques et tensions monétaires avec la Belgique.....	16
VI. Pierre Werner – Conseiller de la Couronne.....	19
VII. Pierre Werner et la période de l'opposition (1974-1979).....	20
VIII. Pierre Werner - diversification économique et identité culturelle luxembourgeoise.....	23
IX. Départ de la vie politique, rencontres marquantes et continuateurs de ses idées.....	28
X. Conclusion.....	31

I. Pierre Werner et Henriette Werner-Pescatore - un portrait affectif

[**Elena Danescu**] Monsieur Werner, bonjour. Nous sommes très heureux de vous accueillir aujourd'hui au château de Sanem, le premier juin. Je vous remercie infiniment d'avoir accepté de nous accorder de votre temps pour nous éclairer sur la personnalité et l'œuvre de celui qui fut votre père, monsieur Pierre Werner. Vous avez grandi dans un environnement familial bercé par la politique. Pouvez-vous brosser le portrait de ces origines familiales?

[**Henri Werner**] Alors, mes origines familiales sont très près d'ici, à Niedercorn. La famille de mon père était une famille de meuniers. C'était une classe un peu privilégiée. Il y avait les paysans, il y avait l'aristocratie, et les meuniers étaient les industriels de l'époque. Donc il est sorti d'un milieu pour ainsi dire semi-industriel. Son père était commerçant et il était représentant d'une société pétrolière au Luxembourg. Donc mon père sortait d'un milieu relativement aisé. Ma mère sort d'une famille presque aristocratique européenne, la famille Pescatore, qui a une grande renommée au Luxembourg. Mais quand je vous dis maintenant ses origines, vous me direz: «Alors, il faisait partie de la haute société.» Et je vous dirai que non. C'était des gens simples, comme vous et comme moi. Des gens qui faisaient partie du peuple, qui faisaient partie du tissu social du quartier modeste du Rollingergrund que nous habitons. C'était un monde, quand je suis né – le monde d'après-guerre –, où tout était en ordre, où la société était cohérente, il y avait du travail pour tout le monde et l'on se contentait de peu. Je me rappelle le matin, on mangeait des miettes de pain, on buvait un peu de lait. Et on n'avait ni voiture ni télévision. Et cependant, la qualité de la vie était excellente. Et je me rappelle donc avec plaisir de ce temps de ma prime enfance.

[**Elena Danescu**] Monsieur Werner, quels sont vos plus anciens souvenirs sur votre père, sur sa personnalité, son caractère, ses préoccupations et comment la vie de famille se déroulait-elle à l'époque?

[**Henri Werner**] Je le vois joyeux, enthousiaste, jeune et plein de dynamisme. Et il prenait soin de nous, il s'intéressait à sa famille. Je le vois aussi comme un homme distingué parce qu'il recevait

parfois des personnalités qui me paraissaient déjà à l'époque distinguées. Il avait un beau petit salon dans lequel il aimait parler avec ses visiteurs. Et quand on se promenait dans la rue avec lui, on voyait les hommes, vêtus en noir à l'époque, portant un chapeau, et quand ils voyaient mon père, ils soulevaient leur chapeau, ils faisaient la révérence, même s'ils se trouvaient de l'autre côté de la rue. Donc c'était impressionnant de se promener avec lui. Les gens le connaissaient et les gens l'aimaient.

[Elena Danescu] Par sa personnalité et par son action politique durant plus de trois décennies, monsieur Werner s'est imposé comme un artisan du dialogue, prêt à la coopération et comme un garant de stabilité et de continuité. Qui était Pierre Werner l'homme? Quels sont vos souvenirs personnels les plus poignants par rapport à sa personnalité?

[Henri Werner] Il était direct et honnête. Il était homme d'écoute, donc il prenait les autres au sérieux. Il écoutait ce qu'ils disaient, il essayait de comprendre ce qu'ils disaient, avant de parler lui-même. Il réfléchissait avant de parler. Par exemple, il y avait une conférence quand il était dans l'opposition, il faisait opposition à la loi instaurant l'avortement, parce que ça allait contre son éthique. Il a dit: «Je n'impose aucune loi, mais il y a les règles de démocratie. Et mon parti est contre l'avortement et nous allons défendre la cause contre la libéralisation de l'avortement.» Il y avait une conférence au centre Convict sur l'éthique de l'avortement et il devait prendre la parole, et voilà qu'il y a des manifestations en fond de salle, des transparents, des manifestants qui commencent à faire du bruit. Alors, il dit: «Écoutez, pourquoi est-ce que vous faites du bruit? Mais venez à la tribune, expliquez ce que vous avez à dire.» Alors, tout à coup, silence. Ils sont venus, ils ont dit: «Mais Monsieur le ministre d'État, on vient ici pour faire une démonstration» «Alors, au sujet de quoi?» Voilà, ils ont expliqué: «Nous sommes d'avis que ceci, cela...» Alors mon père a commencé un dialogue avec eux: «Ah voilà,... Donc vous êtes quand même d'avis que l'avortement en soi n'est quand même pas une bonne chose.» «Non, ce n'est pas une bonne chose, ça non, certainement pas» «Donc vous pensez qu'il faut quand même éviter les avortements?» «Ah oui, il faut les éviter.» Donc, finalement, il a dit: «Notre seul point de différence, c'est que vous voulez laisser la décision à la mère de décider si elle veut avorter ou pas. Et moi, je suis d'avis que la loi ne devrait pas le permettre. Tel est le cas. Donc vous êtes d'accord que l'avortement est quelque chose qu'il faut absolument combattre?» «Ah oui.» Donc, finalement, à la fin, il y avait un dialogue et pas un dialogue de sourds. Quelque chose s'était produit pendant cette conférence. Les gens qui sortaient de la salle de conférence étaient différents après la conférence.

Il était aussi une fois à Paris pour fêter l'anniversaire de son école, l'école Sciences Po, la faculté de politique de l'Université de Paris. Et là, il était évidemment heureux de voir tous ses amis politiques, y compris Giscard et Raymond Barre, tous étaient là. Et dans cette salle, on attendait une célébration d'envergure et voilà que des gauchistes viennent s'emparer de la salle, font du brouhaha, jettent des tomates, des œufs pourris et alors là, il m'a dit: «Ah, les Français sont tellement maladroits, ils ne savent pas se parler.» Il m'a dit: «J'étais hôte, je ne pouvais pas le faire mais si j'avais été organisateur, je serais monté à la tribune et j'aurais dit: "Mais les gars, venez vous expliquer, pourquoi lancer des tomates? Venez avec des arguments, pas avec des tomates et expliquez ce qui ne va pas, expliquez votre vécu, nous voudrions savoir ce qui vous anime, ça nous intéresse, vous nous intéressez, venez, parlez."» Et alors, il m'a dit: «J'aurais fait une discussion de podium avec eux. J'aurais dit: "Voilà, expliquez une fois à tous ces messieurs tous vos arguments." Et à la fin, on aurait créé une communication et on aurait eu une célébration digne de l'anniversaire d'une école de sciences politiques, on aurait montré qu'on est capables de faire du dialogue politique. Quoi de plus beau?» Il m'a dit: «Je ne pouvais pas le faire, j'étais seulement invité, je n'étais pas l'organisateur.» Il m'a dit: «Voilà, c'est comme cela que les Français auraient pu le faire.» C'était ça son approche. Il y avait des professeurs qui venaient chez lui. Ils étaient en costume de sport, en pull-over et en sandales. Alors, il a dit: «Vous venez pourquoi chez moi?» «Mais nous venons discuter de notre avenir.» «Ah, donc vous voulez discuter de choses sérieuses?» «Mais oui, bien sûr!» «Mais alors, comment ça se fait que votre tenue vestimentaire ne reflète pas

cette intention? Quand on vous voit, on dirait que vous voulez faire des vacances, que vous voulez vous relaxer. Et vous voulez discuter sérieusement? Mais pourquoi est-ce que vous ne vous vêtez pas en circonstances, que votre vêtement exprime votre intention d'avoir un débat sérieux avec moi?» Ils n'ont plus rien dit.

[Elena Danescu] Donc cette capacité d'écoute de l'autre, de compréhension, mais certainement sa personnalité, ses idées, toute sa formation ont été des clefs de réussite dans ses démarches.

[Henri Werner] Quand lui réfléchissait, plus personne ne disait mot. C'était le silence parfait. Là, on se disait: «Le ministre d'État réfléchit ». Et quand alors il parlait, ce qu'il disait avait du sens, et quand il faisait un discours, il ne disait jamais de platitudes. Il ne se contentait pas de platitudes, il disait à chaque fois une nouvelle idée, quelque chose de créatif, quelque chose de nouveau. Et parfois il avait du mal. Il me disait toujours: «Toujours ces discours de fin d'année. Comment est-ce que je vais trouver un nouveau sujet chaque année, comment est-ce que je peux rendre ce discours intéressant, comment est-ce que je vais créer de la valeur ajoutée avec ce discours?» Là, c'était sa préoccupation d'être un penseur qui créait des idées, qui savait attirer les gens, qui savait motiver les gens, qui savait d'abord écouter ce qui anime les gens et puis les rassembler. C'était ça sa démarche, et c'est ça qui faisait de lui un unificateur.

[Elena Danescu] Également se mettre au service de son pays et au service de l'Europe, tel que nous le constatons aujourd'hui avec tellement de ses projets qui ont pris corps et qui sont devenus réalité.

[Henri Werner] Et c'était ça la politique au sens le plus noble du terme. Il voulait toujours être un serviteur dans le sens de l'évangile. Être là ministre, c'est être serviteur. Il voulait servir son pays et l'Europe.

[Elena Danescu] Comment la vie de famille s'en est ressentie suite à ces nouvelles circonstances?

[Henri Werner] La vie de famille s'en est ressentie, d'une certaine façon oui et d'une certaine façon non, c'est-à-dire que la présence restait toujours. Il restait toujours présent dans la famille, même aux heures les plus difficiles. Il puisait son énergie dans la famille. Il a d'ailleurs écrit lui-même que la famille était sa source d'inspiration. Et peut-être aussi le contact avec nous les enfants était important pour lui. Et aussi surtout le contact avec son épouse et la vie familiale a continué comme auparavant. Seulement du point de vue quantitatif, il y a eu une différence. On le voyait de moins en moins souvent, mais l'intensité du contact était toujours la même et aussi son affection était toujours la même. Mais pour nous les enfants, c'était difficile parce que nous étions en partie un peu privés de notre père. Aussi, on nous regardait tout à coup d'un autre œil. Je me rappelle quand j'avais six ans, j'étais en première année d'école primaire, mon instituteur me regardait soudainement d'un autre regard. Je ne sais pas si c'était de la gêne ou de la jalousie. Un regard très étrange. Et ce regard me poursuit encore à ce jour. Donc, il y a eu ce changement pour nous. C'était une rupture. Je me rappelle en 1953, on pouvait se promener à loisir avec mon père, et en 1954, il fallait déjà choisir les moments pour avoir des contacts avec lui.

[Elena Danescu] Est-ce que l'épouse du Premier ministre, votre mère, était investie d'obligations officielles à l'époque?

[Henri Werner] C'est une question très importante que vous posez, et je voulais un peu m'attarder sur cette question. Il disait lui-même que sans son épouse, il n'aurait jamais été capable d'effectuer ce mandat politique. Et en plus, ma mère n'a pas seulement accepté cette vie difficile, d'être l'épouse d'un Premier ministre. Elle l'a en outre encouragé, elle l'a inspiré. Elle était sa source d'inspiration. Elle a discuté avec lui, ils ont discuté entre eux de toutes les questions épineuses, parfois des questions très confidentielles, et elle l'a conseillé. Elle connaissait très bien les gens, et elle savait

voir ce qu'il y a derrière un visage. Elle lui disait: «Méfie-toi d'un tel, bâtis sur un tel, voilà quelqu'un de capable.» Donc, elle jouait le rôle de première conseillère. Et donc elle jouait un rôle éminent en tant qu'inspiratrice, en tant qu'organisatrice. Elle organisait des repas chez nous, très solennels, où on invitait le corps diplomatique, les membres du gouvernement, des hôtes étrangers. Pendant ces déjeuners, on parlait de beaucoup de choses très importantes, le cadre était très prestigieux et il y avait cette ambiance, je dirais, familiale aussi qui est absente de nos jours lors de ces dîners d'affaires. Et je pense que là, ma mère était une grande inspiratrice. On ne peut pas sous-estimer son rôle. Et quand il disait ça aux journalistes, les journalistes croyaient toujours que c'était pour faire des compliments à son épouse, mais c'est qu'il pensait réellement que le soutien de son épouse était essentiel à l'exécution de son mandat.

[**Elena Danescu**] Pourtant, sa présence en public était parcimonieuse. Elle ne se montrait pas beaucoup en public.

[**Henri Werner**] Elle ne se montrait pas beaucoup en face du grand public, mais elle était très active dans le milieu diplomatique et aussi elle était très active à la maison avec nous. Donc, elle était très présente avec nous et aussi elle était très active pour dialoguer avec mon père. Quand le soir il rentrait, maman disait: «*A Pierre, lo kenne mer iessen.*» «Ah, Pierre, maintenant nous pouvons manger.» Et puis tout de suite: «*A wat gëtt et neits?*» «Et qu'est-ce qu'il y a de neuf?» Et alors il commençait à raconter tout ce qui s'était passé pendant la journée, et alors à ce moment-là elle le conseillait, elle écoutait ce qu'il disait et faisait ses commentaires.

[**Elena Danescu**] Disons également qu'elle a eu une activité très riche, mais très discrète, dans les associations culturelles et caritatives.

[**Henri Werner**] Tout à fait. Elle est à l'origine du dialogue judéo-chrétien à Luxembourg, ensemble avec monsieur Israël et avec d'autres grands intellectuels. Je dirais qu'elle était la force motrice de ce mouvement. Et mon père, lui aussi, a partagé cette attitude très œcuménique, très ouverte. Ils étaient des croyants progressistes. Je dirais même qu'ils étaient plus modernes que nous. J'ai l'impression que nous avons reculé entre-temps. Ils étaient à la pointe du progrès du point de vue du dialogue. Cette œuvre interconfessionnelle, cette association dont je suis toujours le trésorier et qui existe toujours... Et puis ma mère faisait des œuvres sociales. Elle s'est occupée des forains. Notre maison était située en face de la foire kermesse de Luxembourg et le curé de la paroisse demandait à ma mère d'aller distribuer le bulletin paroissial aux exposants de la foire. Alors ma mère a pris les petites brochures et est allée dans les petites caravanes des forains et a rencontré une famille après l'autre. Alors, elle trouvait qu'elle ne pouvait pas simplement remettre le document, elle est entrée en conversation avec les gens. Alors les gens ont parlé de leur vie, elle était passionnée. Et alors, elle a vu aussi qu'il y avait un problème avec les enfants de ces forains. Elle a vu que personne ne s'occupait de la formation scolaire de ces enfants. Alors, elle a organisé pendant la durée de la foire de Luxembourg des classes pour les enfants des exposants. Et la gratitude de ces exposants était telle que même aujourd'hui encore il y a de ces enfants qui sont maintenant des adultes, qui sont encore forains, et quand nous passons à la foire, ils nous accueillent et nous disent: «Ah, votre maman a fait de grandes choses pour nous!»

II. Pierre Werner – ses débuts en politique, ses mentors (Joseph Bech, Robert Schuman, Jean Monnet) et l'idée européenne

[**Elena Danescu**] Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, fort d'une expérience bancaire, monsieur Pierre Werner intègre en tant qu'attaché le ministère des Finances, à peine constitué, et s'occupe notamment de la nouvelle organisation du système bancaire. Il devient ensuite conseiller

de Pierre Dupong et secrétaire général adjoint du gouvernement. En cette qualité, il est associé au dossier financier du réaménagement administratif et réglementaire du pays, ainsi qu'à des négociations et représentations en rapport avec des organisations régionales et internationales. Avez-vous connaissance des dossiers les plus brûlants dont il avait la responsabilité à cette époque?

[Henri Werner] À cette époque, j'étais un petit enfant et je n'avais pas l'idée des choses importantes que faisait mon père. Je savais qu'il voyageait beaucoup. Une fois, il est allé aux États-Unis, à Bretton Woods pour accompagner le Premier ministre. Et il a voyagé dans un Boeing Stratocruiser qui était déjà un avion à deux étages. En tant qu'enfant, j'étais fasciné par ce monde de l'Amérique. Quand il revenait, il nous rapportait des cadeaux d'Amérique. C'est là l'image que j'ai eue de ses activités et de ses voyages. Par après, j'ai appris que c'était une époque très importante de sa vie et qu'il était très fier du prêt qu'il avait négocié auprès du Fonds monétaire international pour la reconstruction du pays. La reconstruction pour lui était très importante. C'était une façon de corriger ce qui s'était passé auparavant, cette affreuse guerre qu'il a malheureusement dû vivre. Et alors, il a essayé de toutes ses forces d'effacer les traces de cette guerre épouvantable.

[Elena Danescu] Dans la même période, Pierre Werner adhère au Parti Chrétien Social. Savez-vous qui étaient ses mentors et ses camarades de l'époque? Est-ce que les contacts, les débats d'idées qu'il a eus tout au début se sont poursuivis après?

[Henri Werner] Il faut dire qu'avant de rejoindre le Parti Chrétien Social, il était déjà très actif dans les organisations catholiques. Il était, en tant qu'étudiant déjà, actif dans l'association des universitaires luxembourgeois, l'*Akademiker Verein*, comme on disait, A.V. Il est même devenu président de cette association. Et c'était d'une certaine façon un peu la préparation à son entrée dans la vie politique après la guerre sûrement. Je me rappelle l'avoir raccompagné une fois quand j'avais à peine cinq ans au *Volkshaus* où il y avait un congrès du Parti Chrétien Social, et je me rappelle avoir vu une foule d'hommes, tous vêtus en noir, dans le vestiaire. Le vestiaire était rempli de manteaux noirs, il y avait des chapeaux noirs, et c'était un peu monotone. Il y avait tous ces hommes qui discutaient et, en tant qu'enfant, je ne comprenais pas de quoi il s'agissait et je trouvais ce monde terriblement monotone et ennuyeux, en comparaison avec notre vie familiale qui était si... – comment dire – si joyeuse et si attrayante.

[Elena Danescu] C'était donc un cloisonnement entre la vie publique, la vie professionnelle et la vie privée de Pierre Werner.

[Henri Werner] C'était voulu de sa part, parce qu'il ne voulait pas que sa famille ne souffre de sa carrière politique. Il a bien fait la part des choses et il a voulu nous assurer, à nous enfants, une enfance normale, comme à tout le monde.

[Elena Danescu] Et parmi ses collègues, ses camarades de l'époque, de qui était-il le plus proche?

[Henri Werner] Il y avait un camarade qui lui était très proche, c'était Tony Bieber qui était avocat comme lui et travaillait aussi dans l'étude de celui-ci. Donc c'était certainement un personnage très proche. Un autre personnage très proche était Émile Lemmer qui était membre aussi du Parti Chrétien Social. Et puis, il y avait aussi Léon Schaus, qui était directeur de l'Administration des contributions et qu'il connaissait très bien.

[Elena Danescu] En 1953, le jour même de son anniversaire, Pierre Werner est nommé ministre des Finances. Ensuite, il assume les portefeuilles ministériels des finances et de la force armée dans le gouvernement conduit par Joseph Bech. Comment cette nomination a été décidée?

[Henri Werner] Ce sont les vœux mêmes du Premier ministre Pierre Dupong. Il disait que si

jamais il y avait un intérim à assurer, que ce soit monsieur Werner qui l'assure. Il avait dit expressément, et alors par le malheur des choses, monsieur Dupong a fait une chute sur un paquebot, lors de son voyage retour des États-Unis, et c'était une chute mortelle. Et comme il n'y avait plus que quelques mois jusqu'aux prochaines élections, on a suivi l'avis de monsieur Pierre Dupong, et mon père a été nommé ministre des Finances. Donc il n'a pas été élu, c'est à cause de la volonté de monsieur Pierre Dupong qu'il est venu à ce poste. Et à cela il y a des antécédents. Il racontait souvent qu'il était une fois assis avec monsieur Dupong à Manhattan devant le Rockefeller Center, il sirotait un whisky, et alors monsieur Dupong lui dit: «Monsieur Werner, parlons maintenant de votre avenir.» Et c'est devenu un moment clef dans sa vie, c'est à ce moment-là qu'il comprit que monsieur Dupong voulait faire quelque chose de grand avec lui.

[Elena Danescu] Comment monsieur Werner a-t-il perçu lui-même cette nomination à la tête du gouvernement?

[Henri Werner] Si je me rappelle bien, il l'a perçue comme un grand honneur, comme une joie immense. La grande-duchesse lui avait annoncé: «Monsieur Werner, j'ai un cadeau d'anniversaire à vous offrir, vous serez ministre.» Et je crois qu'il l'a vraiment perçue comme un cadeau, comme une opportunité. Et je crois que cela l'a beaucoup motivé. Je me rappelle quand je regarde les portraits qui ont été faits à cette époque-là. Il est tout rayonnant. Je me souviens qu'en tant qu'enfant, je ne comprenais pas bien ce qu'était un ministre des Finances, j'étais un peu désorienté. Et face à cette désorientation, je voyais quand même un père épanoui.

[Elena Danescu] Parmi les personnalités de l'époque, vous avez cité Pierre Dupong, mais aussi Joseph Bech, les avez-vous connues, avez-vous des souvenirs personnels?

[Henri Werner] Oui. Il faut dire que monsieur Joseph Bech était un ami très intime de mon père. Il était, disons aussi, le maître, donc celui avec lequel il s'orientait. Il suivait aussi toujours les conseils de monsieur Bech. Donc monsieur Bech était vraiment la référence, c'était un homme jovial, un diplomate de talent et il avait beaucoup d'expérience dans le gouvernement. Il avait dû confronter la période d'avant-guerre qui était très très difficile pour lui, et on l'ignore souvent aujourd'hui. Je trouve qu'on ne lui donne pas justice, il s'est bien battu contre le nazisme montant et ça on n'en parle plus aujourd'hui. C'est injuste. On parle toujours de la fameuse loi muselière, mais il faut comprendre tout le contexte de l'époque. Mon père a toujours vu en monsieur Bech un grand homme d'État. Et c'est un des grands inspireurs. Alors un autre grand homme d'État, c'est évidemment Pierre Dupong, le tuteur de mon père, qui a donné à mon père sa pensée sociale. Pierre Dupong était un grand penseur social, il était le représentant du mouvement chrétien social, par opposition au mouvement socialiste. Donc, c'était un mouvement qui était pour l'épanouissement du salariat, qui était pour la justice sociale, mais qui était d'inspiration profondément chrétienne. De ce point de vue-là, Pierre Dupong a eu une énorme influence sur lui. Joseph Bech lui a souvent parlé quand ils étaient en voyage ensemble. Mon père se rappelait, il me racontait qu'il était assis avec Joseph Bech sur une des collines de Rome et on voyait le Vatican avec la basilique Saint-Pierre, et monsieur Bech disait: «Monsieur Werner, si vous imaginiez que toute l'humanité regarde vers ce lieu!» Il trouvait cette réflexion intéressante parce que monsieur Bech n'était pas un grand pratiquant mais il voyait l'importance de l'Église.

[Elena Danescu] L'entrée au gouvernement de monsieur Werner coïncide avec une période charnière de la construction européenne, considérée comme un défi existentiel pour un petit pays de la taille du Grand-Duché. Savez-vous comment monsieur Werner est entré en contact avec l'idée européenne?

[Henri Werner] C'est une question très importante que vous posez et je crois que j'ai une clef de réponse, parce que justement, en préparant les dossiers pour vos collections, je me suis aperçu qu'il

a participé à de nombreux congrès du mouvement Pax Romana, qui est le mouvement intellectuel catholique international, qui existe d'ailleurs toujours, et dont mon père était un des grands promoteurs. Il participait au congrès de ce mouvement, et à ce congrès-là on voyait ensemble toutes les nations européennes et aussi quelques nations extra-européennes et je crois que là, il a eu des contacts vraiment très intenses avec des représentants d'autres pays européens. J'ai le sentiment, en lisant ces actes de congrès, que ce sentiment d'être Européen est né dans ce mouvement-là. Dans un contexte chrétien, vous imaginez la période d'après-guerre, quand il fallait se réconcilier et l'idée de réconciliation est elle-même une idée chrétienne, issue d'un milieu catholique. Et il voyait tout à coup cette réconciliation comme étant la seule solution à long terme aux problèmes de l'Europe. Je crois que c'est une vision qui est née lors de ces rencontres qu'il a eues.

[Elena Danescu] Pourriez-vous situer dans le temps ses premières participations à ce congrès de Pax Romana?

[Henri Werner] Il faut là déjà remonter aux années trente. Et puis les réunions ont repris dès 1945 et il y a participé régulièrement jusqu'en 1953. Quand il est devenu ministre, il n'était plus à même..., même s'il a encore participé à l'une ou l'autre manifestation.

[Elena Danescu] Avez-vous des échos de ses rencontres avec Jean Monnet à cette époque-là?

[Henri Werner] Oui, il me parlait de Jean Monnet comme d'abord d'un homme de spiritualité, comme d'un visionnaire qui avait la gentillesse inscrite sur son visage et qui croyait en ce qu'il y a de bon dans l'homme, qui croyait que la paix est possible, que la réconciliation peut suivre à la guerre et peut annuler les effets de la guerre. Il a toujours considéré Jean Monnet comme un grand visionnaire et un grand penseur. D'ailleurs, quand on regarde ces visages, je vois même des ressemblances dans le regard, une certaine clarté du regard, une certaine ouverture. Donc, je lui vois quelques [traits de] caractère communs avec Jean Monnet, aussi du point de vue de la vision chrétienne du monde et de la société. Et alors, par opposition à Jean Monnet, il a vu Robert Schuman comme le pragmatique, celui qui a su traduire les visions de Jean Monnet en un projet politique concret, qui a eu cette idée incroyable de mettre ensemble le charbon et l'acier, qui étaient les instruments de la guerre parce que c'est avec ces matières premières qu'on fabriquait les canons, cette idée de transformer ces outils en des outils qu'on mettait en commun entre plusieurs pays.

[Elena Danescu] Revenons à Robert Schuman, un autre grand Luxembourgeois, un autre promoteur de la construction européenne. Savez-vous de quand date la première rencontre entre les deux hommes?

[Henri Werner] Ils se sont rencontrés en 1935 à la cité universitaire de Paris, la cité était en pleine construction et mon père était un des premiers pensionnaires de la maison Biermans-Lapôtre, qui est toujours aujourd'hui la maison des étudiants belges et luxembourgeois. Et c'est dans cette enceinte-là qu'il a rencontré Robert Schuman parce que Robert Schuman est toujours resté un ami intime de Luxembourg et n'a jamais renié son pays d'origine. Et alors Robert Schuman est allé jusqu'à faire de la propagande pour le Luxembourg dans le monde intellectuel parisien. Il a d'ailleurs écrit un article sur le Grand-Duché de Luxembourg dans la revue de l'Université de Paris en 1935. C'est aussi Robert Schuman qui a fait voir à mon père pour la première fois le monde des administrations publiques, puisque Robert Schuman l'a emmené dans une administration française, et il a vu comment travaillent les ministères. Et c'était son premier contact avec le monde de l'administration publique.

[Elena Danescu] Ces contacts se sont-ils poursuivis par après?

[Henri Werner] Oui, ils se sont poursuivis par après puisqu'il y a des photos où on les voit

ensemble. Il n'a jamais donné le détail de ses rencontres, mais ces contacts se sont répétés.

[**Elena Danescu**] Titulaire des portefeuilles de l'économie, des finances et de la défense, monsieur Werner est de plus en plus présent sur la scène européenne et internationale dans un cadre bi- et multilatéral. Il est également associé aux événements officiels internationaux que le Grand-Duché accueille. Quelles relations a-t-il établi avec les personnalités européennes internationales, ses pairs de l'époque?

[**Henri Werner**] Dès qu'il a été ministre, il a eu évidemment des contacts réguliers avec les membres des gouvernements européens et je sais qu'il a eu des contacts avec Konrad Adenauer. Il me semble aussi qu'il a eu des contacts avec Alcide de Gasperi. En tout cas, il a eu un dossier très nourri sur cette personnalité. Il avait bien sûr, évidemment, des contacts aussi en France, en Belgique et aux Pays-Bas, très naturellement, et surtout avec monsieur Spaak.

[**Elena Danescu**] Eu égard à la longévité de la carrière politique de monsieur Werner, ses contacts de première heure ont-ils évolué vers des liens d'amitié?

[**Henri Werner**] Dans certains cas, oui. Je peux vous citer le cas de Valéry Giscard d'Estaing que mon père connaissait déjà quand il était haut fonctionnaire au ministère des Finances. Monsieur Giscard d'Estaing était lui aussi homologue français, également serviteur de l'État au ministère des Finances. Et comme ça, ils se sont déjà rencontrés à des réunions même avant qu'il ne fût dans la vie politique. Et alors, il a suivi la carrière de monsieur Giscard et inversement, et après ils se sont retrouvés dans le Conseil européen. Donc, on peut dire qu'avec monsieur Giscard d'Estaing, il avait une amitié de très longue date.

[**Elena Danescu**] Leur relation était très bénéfique à l'avancement du dossier monétaire européen d'ailleurs.

[**Henri Werner**] Tant que mon père avait monsieur Giscard d'Estaing comme interlocuteur, il faisait beaucoup de progrès. Donc les deux hommes travaillaient très bien ensemble.

[**Elena Danescu**] On arrive à l'année 1959, et au 1^{er} février de cette année, la grande-duchesse Charlotte confie à Pierre Werner la mission de former un nouveau gouvernement. Dans ce gouvernement de coalition Parti Chrétien Social / Parti démocrate, Pierre Werner, qui dirige ce gouvernement, conserve aussi le portefeuille des Finances. Ça deviendra une tradition de Premier ministre luxembourgeois. Quels souvenirs gardez-vous précisément de ce moment-là? Comment a-t-il abordé la nouvelle fonction de chef du gouvernement et comment a-t-il réussi à imposer son autorité?

[**Henri Werner**] Avant de répondre à votre question, je voudrais expliquer les circonstances. Il faut s'imaginer qu'il a été nommé ministre vers la fin de l'année 1953, qu'alors il a été élu pour la première fois et il a d'emblée été parmi les meilleurs, sinon le meilleur candidat à l'élection de 1954 et qu'il est d'emblée devenu Premier ministre déjà en 1959, c'est une ascension extrêmement rapide. C'est presque exceptionnel de voir un homme politique sortir d'un monde qui n'est pas politique et de se confronter à un électorat qui le prend en sympathie et qui d'emblée l'accueille. Donc il a dû avoir un rayonnement extraordinaire, il avait en fait ce rayonnement sur les gens qui fait qu'il a été massivement voté. D'autre part, il y avait aussi une prophétie qui s'était faite en 1935, quand il est devenu président des intellectuels catholiques luxembourgeois. Celui qui, après, sera l'évêque monseigneur Lommel, à l'époque, disait à mon père quand il avait terminé son premier discours de président: «Pierre, tu seras une fois ministre d'État.» «*Pierre, du gëss nach eng kéier Statsminister.*» Et alors, en 1959, c'est devenu réalité, et à cette époque-là, monseigneur Lommel était évêque de Luxembourg et lui ministre d'État.

[**Elena Danescu**] Donc la prophétie s'est réalisée, surtout qu'il est devenu ministre d'État à un jeune âge, à quarante-six ans.

[**Henri Werner**] Oui, et alors au Parlement, on faisait des remarques à ce sujet. Je ne sais plus si c'était monsieur Schaus qui disait: «Avec tous ces jeunes ministres...» Et alors, il répondait: «Je suis jeune, il est vrai, mais aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années.»

[Rires] Et alors après, il disait toujours: «Les gens ont toujours eu des problèmes avec mon âge. D'abord, j'étais trop jeune, et puis en 1979, j'étais trop vieux. Qu'est-ce que j'ai fait? J'ai toujours le mauvais âge.» [Rires]

III. Pierre Werner, homme d'État et l'affirmation du rôle du Luxembourg dans la construction européenne

[**Elena Danescu**] En 1961, le gouvernement luxembourgeois décide d'ériger un centre administratif à vocation européenne. Et c'est ainsi que le quartier européen du Kirchberg prendra corps. Avez-vous souvenir des discussions qui ont entouré ce projet? Le centre européen du Kirchberg faisait-il partie d'une politique du siège ou d'une stratégie visant à fixer à Luxembourg le siège définitif d'une ou de plusieurs institutions européennes?

[**Henri Werner**] Ce projet du Kirchberg avait surtout une valeur symbolique. C'est l'expansion d'une ville. Vous savez que Luxembourg est une ville forteresse, et il y a eu plusieurs enceintes construites au fil des âges, parce que chaque fois l'enceinte était devenue trop petite. Et puis, pour ainsi dire, il a ouvert la dernière enceinte de la ville pour ouvrir la ville sur un nouveau plateau. Et alors, il a décidé de lancer ce pont très élégant qui représentait un peu l'ère moderne de Luxembourg du XX^e siècle, le producteur d'acier, le pont était en acier. Aussi l'acier lui-même rappelait à nouveau la première communauté européenne du charbon et de l'acier. Et le but était de commencer la construction d'un centre administratif, et il y a ce bâtiment tour, qui est toujours là, qui avait une valeur symbolique. C'était le premier gratte-ciel, si l'on peut ainsi dire, du Luxembourg. Donc c'était mettre un jalon d'avenir et la connotation était résolument européenne, donc on peut vraiment parler de cette idée-là, c'était un projet de construction mais c'était aussi un projet de faire du Luxembourg un centre administratif de la Communauté européenne.

[**Elena Danescu**] Avez-vous souvenir des discussions autour des grands enjeux européens pour le Luxembourg, en relation avec le plateau du Kirchberg?

[**Henri Werner**] Oui. Il en a souvent parlé. Il avait juste l'ambition de faire de Luxembourg une capitale d'Europe. Il a toujours refusé de faire de Luxembourg la seule capitale d'Europe. En fait, monsieur Bech avait déjà pris cette direction. Monsieur Bech disait: «Le Luxembourg est trop petit pour être capitale d'un ensemble aussi vaste que la Communauté européenne.» Si le Luxembourg avait voulu, il aurait pu construire un local au Parlement européen. Mais il ne l'a pas fait, il y avait aussi un effort conscient. Mon père avait pour ambition de faire du Luxembourg un des centres de l'Europe, mais pas le seul. Vu l'exiguïté du pays, il m'a toujours expliqué que si l'on était comme Bruxelles, la capitale de l'Europe, et que l'on accueillait toutes les administrations européennes, après il n'y aurait plus de pays de Luxembourg. Il n'y aurait plus que de l'administration, ce serait comme Washington D.C. Le pays lui-même serait comme un quartier administratif d'une grande Europe. Et ça, il ne le voulait pas. Il ne voulait pas gommer l'identité luxembourgeoise. Et c'est pour

ça qu'il a voulu que le Luxembourg possède certaines administrations, mais pas toutes. Il était aussi, du point de vue de ses choix, ... il faisait des choix déterminés. La Cour de justice..., il voyait un grand avenir – donc là aussi il était visionnaire –, il voyait un grand avenir à une Cour de justice européenne. Et combien il avait raison! La Banque européenne d'investissement, c'était aussi son idée de l'avoir à Luxembourg. Il a négocié tout cela parce qu'il pensait que ces organisations sont importantes et confèrent au Luxembourg une grande importance tout en offrant un marché de l'emploi intéressant pour les personnes qualifiées.

[**Elena Danescu**] Mais tout en prenant soin que l'identité luxembourgeoise ne soit pas dissoute dans cette masse européenne.

[**Henri Werner**] Tout à fait. Si elle avait été dissoute, ça aurait été dommage pour l'Europe parce qu'après tout, si le Luxembourg a le mérite d'être un creuset de l'unification européenne, alors ça reviendrait presque à un suicide de dire que maintenant on va tuer cette culture qui a donné naissance à l'idée européenne. Il voulait préserver son pays et il voulait que son pays garde son identité.

[**Elena Danescu**] Maintenant, passons à la période 1964-1967, pendant laquelle monsieur Werner est président du gouvernement, ministre du Trésor, ministre des Affaires étrangères, aussi ministre de la Justice. Suite aux élections du 7 juin 1964, monsieur Werner forme un nouveau gouvernement. C'est une coalition Parti chrétien social / Parti ouvrier socialiste. La défense de la position du Luxembourg comme siège européen étant une priorité du pays, Pierre Werner s'est fait attribuer aussi le portefeuille des Affaires étrangères pour pouvoir défendre directement sur le front politique et sur le front technique les intérêts luxembourgeois. À la même période, le Luxembourg est à nouveau appelé à exercer la présidence du Conseil. Et c'est dans ce cadre que Pierre Werner obtint le compromis du Luxembourg, qui dénoue une grave crise dans la construction européenne. D'abord, quels souvenirs gardez-vous de cette période?

[**Henri Werner**] C'était une période où il était... – bon, il a toujours été brillant –, mais on voyait les fruits de ses talents. Donc, il y a cet exemple du compromis du Luxembourg où il a su mettre les bouts ensemble, suite à de très longues consultations. Il faut aussi parler de la crise de la chaise vide, qui a eu lieu pendant la même période où la France a boudé la Communauté européenne. Il a été capable de ramener les Français sur les bancs des négociations, surtout par ses contacts avec monsieur Faure, je pense. Donc là, je me rappelle que l'on considérait cela comme des succès inouïs, et je me rappelle qu'on disait à l'époque: «Maintenant, il faudrait se servir de monsieur Werner pour toutes les négociations avec l'union Soviétique; pour les négociations entre la Communauté européenne et l'Union soviétique, il faut un négociateur comme monsieur Werner pour affronter les Russes.»

[**Elena Danescu**] On dit que le compromis du Luxembourg fut obtenu par monsieur Werner grâce à ses relations personnelles. Qui étaient ses correspondants de l'époque, ses partenaires de dialogue pour le dénouement de cette situation sans issue?

[**Henri Werner**] Ça, je ne saurais pas vous le dire, je ne connaissais pas les personnalités. Mais je sais qu'il était un maître à créer des liens. Juste pour vous dire que quand il y avait des réceptions, il était toujours là. Même quand une ambassade de Luxembourg donnait une réception, il était là. Quand il y avait des possibilités de nouer des contacts – aujourd'hui on parle de *networking* –, il faisait déjà du *networking* à cette époque-là. Il cultivait les contacts bilatéraux. Il était facile à aborder, il était un être jovial qui attirait les gens. Et puis aussi, il avait toujours un sujet de conversation, avait un horizon tellement vaste que vous pouviez mettre ensemble avec lui n'importe qui, il trouvait toujours un sujet de conversation. Il y avait toujours un point commun avec celui qu'il rencontrait, tellement il avait une culture universelle. Je crois que sa culture universelle a joué

un très grand rôle dans ça.

[**Elena Danescu**] On parlait du mandat de ministre des Affaires étrangères de monsieur Werner. À cette époque-là, l'éminent professeur et juriste Pierre Pescatore assumait les fonctions de secrétaire général du ministère. Pierre Werner continuera à l'associer à la mise en œuvre de la politique étrangère et européenne du Grand-Duché et à l'organisation d'une propre et autonome diplomatie luxembourgeoise. Quels sont vos souvenirs sur la manière dont les deux hommes qui étaient apparentés et liés également par une grande complicité intellectuelle préparaient ensemble les grands projets européens et internationaux de l'époque?

[**Henri Werner**] Voilà, c'est à nouveau l'exemple que vous donnez maintenant, c'est à nouveau l'une de ces coïncidences qui ont rendu possible le phénomène de la carrière de monsieur Werner, parce qu'en fait, monsieur Pescatore était un esprit brillant. On peut le considérer comme un des grands intellectuels luxembourgeois. Il a publié beaucoup plus que n'importe quel autre luxembourgeois, et il était un expert accompli en matière de droit international. D'ailleurs, monsieur Pescatore lui-même a aidé à préparer le traité de Rome. C'est lui-même qui a, je crois, photocopié le traité de Rome [Rires]. Il avait des histoires à raconter à ce sujet. Et monsieur Pescatore avait donc des connaissances approfondies de traités internationaux. Donc, il était une personne de choix. Alors, ce qui est bizarre, c'est qu'il était en même temps son beau-frère puisque monsieur Pescatore était le frère de ma mère. Donc on se voyait à toutes les fêtes familiales, et monsieur Pescatore passait chez nous à la maison pendant l'époque dont vous parlez. Il passait tous les jours prendre sa tasse de café, après le déjeuner. Je me rappelle de ça, mon père lisait *La Libre Belgique*, le *Wort*, *Le Monde*, et monsieur Pescatore était assis en face et alors ils débattaient des questions internationales. Alors, monsieur Pescatore le conseillait, et je dirais que là, il a eu des conseils gratuits d'un éminent expert. Et ça lui a permis, puisqu'il avait aussi la capacité d'écouter, la capacité d'apprendre, ça lui a permis de justement briller sur la scène internationale. Il faut voir en monsieur Pescatore, tout comme en ma mère, ces personnes, ce cercle où il se sentait bien, où il se sentait appuyé, sur lequel il pouvait... Parfois, vous savez, il me disait: «Quand on est un homme politique, parfois on se sent tout seul. On doit prendre des décisions qui peuvent bouleverser l'avenir de millions de personnes et on est tout seul à prendre cette décision.» Alors, avec monsieur Pescatore, il avait un conseiller à qui il pouvait confier des choses très confidentielles. Et je me rappelle de cette cordialité, je n'oublierai jamais ces bons moments quand monsieur Pescatore était là, et moi discrètement, j'étais assis dans le coin de la même pièce et j'écoutais les conversations qu'ils menaient. C'était un échange extrêmement fructueux. Mon père aimait écouter les conseils de monsieur Pescatore, mais parfois mon père me disait aussi: «Monsieur Pescatore est trop le juriste.» Il me disait: «La politique, ce n'est pas que du droit. Pour être un bon homme politique, il est très utile d'être un spécialiste en droit, c'est très important mais il ne faut pas se limiter à la science du droit. La politique, c'est plus que la science du droit.» Il me disait: «Monsieur Pescatore a parfois tendance à être le juriste brillant et alors à ne plus voir l'aspect plus psychologique, plus politique des choses. Les aspects de communication, les aspects de sociologie et tout ça.» La politique, c'est une science très complexe et ça lui plaisait. Mon père disait: «J'aime la politique parce que c'est une science universelle. La politique s'occupe de tout, elle s'occupe entre autres de droit et elle s'occupe aussi éventuellement même de technique quand il s'agit de lancer un satellite, ou elle s'occupe de sociologie ou de psychologie ou de communication. La politique, c'est vraiment une science universelle.»

[**Elena Danescu**] Il y a aussi de l'éthique et de la morale dedans.

[**Henri Werner**] Voilà, mais le droit a aussi ces éléments. Dans le droit, il y a un projet d'éthique et de morale. Et en politique, le projet politique en tant que soi a aussi évidemment ce côté-là. C'était pour lui le moteur de son action politique, c'était sa vision du monde, une vision chrétienne de l'homme. Il croyait en tout ce qu'il y a de bon. Après avoir vécu le fascisme, il savait qu'il y avait du

bon en l'homme parce qu'il avait vu comment les gens faisaient de la résistance et comment, en dépit d'un pouvoir atroce, les hommes arrivaient à résister. Alors, je crois qu'il a cru en la possibilité de faire quelque chose de meilleur. Il a cru que le progrès était possible et parce qu'il a cru qu'il était possible, il a pu créer le progrès.

[Elena Danescu] On parlait du fait que l'attribut du portefeuille des Finances et du Trésor était joint aux fonctions de Premier ministre et de chef de gouvernement dès le début des mandats de monsieur Werner. À ce titre, il a pu participer à de nombreux Conseils des ministres des Finances dont il a également assuré la présidence. Ces réunions sont souvent assimilées à celles d'un club. Partageait-il cette idée, et si oui, dans ce club, de quel pair était-il le plus proche?

[Henri Werner] Oui, en effet, il ressentait ça un peu comme un club. Il avait tous les gens qui étaient de son bord politique. Je vais citer le ministre italien Emilio Colombo, c'était le ministre des Finances d'Italie qui était un des meilleurs amis de mon père. Ils se consultaient souvent l'un et l'autre. Pendant les réunions, il avait pris l'habitude de ne pas parler le premier, parce que monsieur Bech lui avait toujours donné le conseil très utile de dire que le Luxembourg était très très petit et que le Luxembourg devait se conduire en conséquence. Les grands n'aiment pas quand nous voulons être comme eux. Nous sommes un petit pays et devons montrer que nous en sommes conscients. Nous sommes un pays souverain, mais un pays modeste. Donc la modestie, je crois que c'était son approche et il aimait d'abord écouter et me disait aussi que souvent les Italiens et les Français avaient tendance à trop parler. Ce qui allait beaucoup contre eux, parce qu'une fois qu'ils avaient pris position, ils ne pouvaient plus revenir sur ce qu'ils avaient dit. Alors, c'est comme ça qu'il s'est créé des marges de négociation, en laissant parler les autres et il laissait aussi parler les Allemands. Et à la fin, il disait: «Tiens, entre vous, je vois là telles choses qui vont bien ensemble, là je vois les différences.» Il faisait la part des choses, il aidait alors ces groupes de pays à trouver des solutions communes. Donc, c'était ça le rôle médiateur que le Luxembourg, depuis, ne cesse d'occuper. Déjà par les connaissances linguistiques de nos ministres, qui maîtrisent au moins trois langues. Mon père maîtrisait aussi l'italien. Donc il pouvait comprendre dans leur langue ses collègues et il pouvait intervenir quand il le voulait, il pouvait aussi voir quels étaient les malentendus. Il pouvait comprendre la mentalité française, il connaissait la réalité sociale française, il connaissait la réalité sociale allemande, et il pouvait alors comprendre où se situaient les malentendus entre ces deux voisins qui ont toujours eu du mal à dialoguer. À ce jour, le mal persiste, nous en sommes témoins [Rires]. Là, à nouveau, avant que madame Merkel ne prenne cette décision, il aurait fallu un Luxembourgeois qui la confronte avec les Français: «Là, comment est-ce qu'on va faire ça?». Et là, grâce à sa modestie et grâce à son intelligence, il a été accepté d'emblée comme un partenaire à rang égal. Et à partir de ce moment-là – ça je m'en rappelle aussi, avant cette époque-là, le Luxembourg n'était pratiquement rien, il était pratiquement inconnu, même à Strasbourg, on ne connaissait pas le Luxembourg – et à partir de ce moment-là, tout à coup, le Luxembourg a commencé à jouer un rôle politique sur la scène internationale.

[Elena Danescu] Vous parlez du moment où en 1966 quand...

[Henri Werner] Oui, à cette époque-là, le Luxembourg tout à coup s'est profilé et donc voilà, Pierre Pescatore y est sans doute aussi pour quelque chose.

[Elena Danescu] Parmi ses pairs, vous avez cité plutôt Valéry Giscard d'Estaing, maintenant Emilio Colombo. Du côté allemand, de qui était-il le plus proche?

[Henri Werner] Il était très proche du chancelier Erhard. Il aimait bien le chancelier Erhard. Une fois, il y avait eu un événement terrible, c'était en 1962, un ancien juge nazi a été réhabilité à Coblenz. Mon père l'a entendu, il a tout de suite protesté au nom du peuple luxembourgeois, parce que celui-là même avait été juge militaire au Luxembourg pendant la guerre. Et alors, le chancelier

Erhard a dit: «*Ich bin absolut mit Ihnen einverstanden.*» Il a souvent cité cette phrase-là. Par là, il voulait signifier que cette approche de Erhard..., il voulait dire que c'était une nouvelle génération d'hommes qui n'ont plus rien à voir avec ce passé terrible et ce sont des hommes qui refont leur pays, une Allemagne nouvelle. Donc, je dirais que le chancelier Erhard représentait un peu cette Allemagne nouvelle. Adenauer, il a toujours trouvé qu'il était trop âgé. Bon, il était bien sûr convaincu de ses vertus. Konrad Adenauer avait beaucoup de vertus. Mais il me disait aussi qu'il était resté au pouvoir un peu longtemps, il aurait à un certain moment dû quitter la scène. Alors donc, avec les successeurs d'Adenauer, il a eu des relations très cordiales. Il avait un peu plus de difficultés quand les socialistes sont venus au pouvoir. Willy Brandt et aussi..., bon Helmut Schmidt – je crois qu'il était socialiste n'est-ce pas – avec Helmut Schmidt, il avait quand même une très bonne entente. Willy Brandt, lui, était plus étranger. Par contre, Helmut Kohl le considérait comme un ami, d'ailleurs Helmut Kohl l'appelait toujours *Mein lieber Freund Pierre Werner*. Il aimait côtoyer cette nouvelle génération d'hommes politiques allemands, et là il a œuvré activement à la réconciliation exemplaire entre le Luxembourg et l'Allemagne. Par exemple, le projet d'une société électrique de l'Our à Vianden, ce barrage géant, avec le réservoir géant, les turbines et tout cela, à l'époque c'était lui qui mettait ça en route. Parce qu'il fallait d'abord les capitaux, c'était lui qui savait comment on pouvait les réunir, parce qu'il avait été banquier. Il était juriste, il savait quels traités internationaux il fallait pour une telle entreprise. Et il s'est laissé conseiller et ça c'était une grande œuvre germano-luxembourgeoise, c'est-à-dire une usine luxembourgeoise qui achetait du courant allemand, qui en faisait du courant de pointe, qui revendait, qui vend toujours, à l'Allemagne. Et maintenant avec les éoliennes, cette centrale devient de plus en plus importante. Ça, c'était un projet concret d'amitié germano-luxembourgeoise. Je dirais que c'est un des symboles des nouvelles relations entre le Luxembourg et l'Allemagne.

[**Elena Danescu**] Dans ses Mémoires, Pierre Werner fait état que pendant le premier semestre de 1967, des bruits circulaient au sujet d'une éventuelle candidature de Pierre Werner à la présidence de la Commission des Communautés européennes. C'est totalement inconnu du grand public. Sauriez-vous nous en dire plus?

[**Henri Werner**] Oui, je savais ça aussi. Mais il m'a dit en secret qu'un tel poste ne l'intéressait pas. À l'époque, c'était un organe d'exécution, un pur exécutif, donc qui était là pour faire en sorte que les traités soient respectés, pour faire fonctionner un appareil administratif. Et lui, il voulait être un vrai politique, il voulait modeler l'Europe au niveau politique, et en tant que chef du gouvernement luxembourgeois, il avait beaucoup plus de possibilités qu'en tant que président de la Commission. D'ailleurs, monsieur Juncker aujourd'hui fait les mêmes réflexions. Il préfère... je pense aussi que monsieur Juncker préfère être Premier ministre du Luxembourg parce qu'en tant que Premier ministre, on est Premier ministre d'un État souverain. On a le droit de vote et on peut participer à tous les conseils, on peut dialoguer, on peut influencer. Donc là, le poids politique est beaucoup plus élevé.

IV. Pierre Werner, le rapport Werner et l'Europe monétaire

[**Elena Danescu**] Maintenant, parlons, si vous le voulez bien, au sujet de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et du Benelux. C'est l'époque où la coopération au sein de l'Union économique belgo-luxembourgeoise prend un nouvel élan avec une nouvelle substance au niveau de l'harmonisation de la politique économique, avec une redéfinition du régime monétaire et l'introduction d'un organe politique, un comité des ministres. Comme je le disais tout à l'heure, le volet monétaire occupe une place de choix, compte tenu de la situation spécifique du Grand-Duché, ainsi que des préoccupations personnelles de monsieur Werner dans le domaine économique et monétaire. Quelle était à cette époque-là la vision de votre père sur la construction européenne et

quand l'idée d'un vecteur monétaire comme vecteur d'intégration européenne s'est-elle cristallisée?

[Henri Werner] L'idée du vecteur monétaire remonte à très très loin. En fait, il était banquier à l'arrivée de l'occupant nazi. Il a été forcé de convertir le franc luxembourgeois en mark du Reich allemand en tant que directeur de banque. À la fin de la guerre, il a dû faire l'opération inverse, reconverter le mark en franc luxembourgeois. Et alors, là aussi, il a fait ses premiers contacts en vue d'une union monétaire avec la Belgique après la guerre. Alors, il a vu le problème monétaire. Il a tenu les billets en main et il a observé le phénomène monétaire. Il a vu aussi la coopération entre le Luxembourg et la Belgique. Il s'est dit que si cela se passait à petite échelle, ça pourrait se passer à plus grande échelle. Si ça concernait deux monnaies, ça pourrait aussi concerner quinze monnaies. Et donc, je dirais que cette idée-là s'est progressivement établie, et il était dans une position telle qu'il était tout naturellement le premier à penser à une Union monétaire européenne. C'était cette situation unique qu'il avait en tant que banquier avant et après l'occupation, puis en tant que haut fonctionnaire au ministère des Finances. Il était aussi le premier inspecteur du secteur bancaire, donc il avait une connaissance très intime du phénomène monétaire comme personne d'autre.

[Elena Danescu] À l'époque, parmi ses partenaires politiques, qui étaient ses camarades d'échanges intellectuels? Avec qui avait-il des discussions, des colloques, des entretiens à propos des sujets économiques et monétaires?

[Henri Werner] Je sais qu'il a eu beaucoup d'entretiens avec le professeur Triffin – je crois qu'il était de la Harvard University – et il avait donc des contacts avec plusieurs spécialistes. Il y avait des congrès auxquels il participait où ces échanges d'idées avaient lieu.

[Elena Danescu] Dans le même souci de diversification économique, ce premier gouvernement conduit par Pierre Werner porte une attention particulière à la place financière. Eu égard à ses fonctions mais également à ses préoccupations et démarches personnelles en faveur d'une monnaie européenne commune, monsieur Werner aurait mis sur pied dès le début des années soixante une sorte de groupe de réflexion économique et monétaire informel avec la participation des banquiers et autres spécialistes au Luxembourg. Avez-vous connaissance ou souvenir d'un tel groupe? Et dans l'affirmative, quelles sont vos mémoires sur les participants, la thématique, le déroulement de ces discussions?

[Henri Werner] Je n'ai pas de détails de cela. J'ignorais l'existence de ce groupe. Je sais qu'il parlait souvent de certains banquiers, je me rappelle d'un Toto Schleimer, de monsieur Kremer, de la Banque générale du Luxembourg, et aussi certainement monsieur Israël faisait partie de ces personnalités. Il y avait aussi le directeur de la Banque internationale à Luxembourg, dont le nom m'échappe maintenant. Mais je me rappelle qu'il avait des relations étroites avec ces gens-là.

[Elena Danescu] On arrive au moment en 1969, à la conférence de La Haye, le sommet de La Haye, où les chefs d'État et de gouvernement des Six décident de la création d'un groupe d'experts pour explorer le progrès vers une union économique et monétaire par étapes. Début mars 1970, monsieur Werner est chargé de la présidence de ce groupe qui, à partir du 20 mars jusqu'au 8 octobre, déroule quatorze réunions plénières, dont neuf au Luxembourg. Le rapport Werner, le rapport de ce groupe *ad hoc* est présenté le 8 octobre et publié le 15 octobre de la même année. À propos des objectifs du sommet de La Haye, Raymond Barre affirmait: «Cette décision des chefs d'État et de gouvernement était une décision qui résultait d'un accord entre monsieur Pompidou et le chancelier allemand Willy Brandt, ainsi que de monsieur Jean Monnet. Maintenant, savez-vous davantage sur les négociations politiques et monétaires qui ont conduit monsieur Werner à la tête de ce groupe *ad hoc*?

[Henri Werner] Non, je l'ignore et la seule chose est que je trouvais presque naturel qu'il fût

nommé à cette position-là, puisque dans cette matière il s'y connaissait bien et puisqu'il s'était profilé comme un bon négociateur. Moi, j'étais très fier de lui. On était fier et on trouvait presque normal qu'on lui donne une pareille charge, vu les résultats qu'il avait déjà pu produire à d'autres égards.

[Elena Danescu] Connaissez-vous quelles étaient ses relations avec le président Pompidou et avec le chancelier Brandt?

[Henri Werner] Oui, j'ai trouvé une lettre extrêmement cordiale que le chancelier Willy Brandt lui avait adressée pour le féliciter de son plan. Donc cette lettre est pleine d'éloges et le chancelier Brandt dit qu'il accorde toute son attention à cette œuvre. Alors, quant à ses relations avec Georges Pompidou, elles étaient cordiales, [il y avait] une bonne entente. Bon, il y avait à cette époque l'affaire de la centrale nucléaire de Cattenom, il y avait des discussions, mais ce n'était pas pour ternir les relations bilatérales. Je me rappelle qu'il parlait très positivement de Georges Pompidou et je me rappelle aussi des cris de ma mère quand Georges Pompidou est mort.

[Elena Danescu] Malgré sa mise en route le 22 mars 1971, le plan Werner n'aboutira que trente-deux ans plus tard avec l'introduction des pièces et des billets en euros. Avez-vous des souvenirs du sentiment de monsieur Werner à l'abandon progressif du plan Werner?

[Henri Werner] Il faut dire que là, il gardait sa forme, moi je l'ai admiré. On n'a pas vu le découragement sur son visage. Il m'a dit tout simplement: «Tu sais, les grands n'en ont pas envie. Ils veulent garder leur pouvoir. La France et l'Allemagne trouvent qu'ils ont plus de pouvoir quand ils sont des États autonomes et ne veulent pas trop partager de souveraineté. Ils ont peur d'en perdre. Donc, ils n'ont pas compris l'idée de l'Europe, c'est leur problème.» C'est un peu comme ça qu'il disait. Et il me disait: «Tant qu'il n'y a pas la volonté politique de faire l'union monétaire, il n'y en aura pas. Un point c'est tout.» Ces remarques n'étaient pas d'ordre scientifique ou d'ordre économique, mais plutôt politique. Il disait: «Voilà, du point de vue politique, ils ne sont pas mûrs pour l'euro.» Et alors, je dois vous dire que là son étonnement ne connaissait pas de limites quand le traité de Maastricht fut donc conclu. Là, il me disait: «Voilà, alors là, ça c'est incroyable, l'esprit sain a parlé. Qu'est-ce qui s'est passé? Ils ont changé d'attitude. Soudainement ils ont compris. Comment est-ce possible?» Et il se réjouissait énormément du traité de Maastricht.

[Elena Danescu] L'idée contenue dans le plan Werner et les objectifs du plan Werner aboutiront donc trente années plus tard par rapport au moment de leur cristallisation. Et c'est Jacques Delors qui le précise dans le rapport du comité Delors qui dit, je cite: «Nous nous sommes mis d'accord sur les trois phases reprises intégralement du rapport Werner: première phase consacrée au renforcement de la coordination à partir du 1^{er} juillet 1990, deuxième phase de transition vers la phase finale préparant les institutions définitives de l'Union économique et monétaire et phase finale où seraient fixés irrévocablement les taux de change des monnaies entre elles et avec la monnaie unique.» Parmi quelles personnalités qui l'ont suivi Pierre Werner voyait ses continuateurs en matière de thèse monétaire?

[Henri Werner] Oui, voilà vous l'avez cité, et il y avait aussi Raymond Barre avec lequel il se sentait aussi très proche. Donc il y avait Léo Tindemans, Raymond Barre, qui était un peu le continuateur de son œuvre. Malheureusement, il était dans l'opposition pendant un certain temps, alors il n'était plus dans ces sphères de très haut niveau.

V. Le Luxembourg sur la voie de l'intégration européenne : apaisement des relations avec l'Allemagne, synergies économiques et tensions monétaires avec la Belgique

[**Elena Danescu**] Parmi les premiers événements auxquels le premier gouvernement conduit par Pierre Werner est confronté est le conflit social déclenché dans l'industrie minière. En tant que Premier ministre, monsieur Werner met en place un arbitrage qui représentera plus tard le fondement de la paix sociale luxembourgeoise. C'est un premier acte de la vocation du dialogue et du compromis que Pierre Werner exercera brillamment plus tard. J'aimerais vous demander si vous avez connaissance des discussions ou des consultations informelles que monsieur Werner a pu avoir à l'époque au plan intérieur, ainsi qu'avec son homologue belge, ou avec d'autres Premiers ministres parmi les partenaires de la CECA.

[**Henri Werner**] Je n'ai pas connaissance de ses contacts. Je voudrais un peu corriger votre intervention. Vous avez parlé de compromis et il faut bien savoir ce qu'on entend par compromis. Il n'était pas quelqu'un qui faisait de faux compromis. Il voulait des solutions qu'on dirait aujourd'hui *win-win*, qui apportent quelque chose à tout le monde. Donc il voulait toujours des solutions supérieures. Donc si on entend par compromis une solution supérieure, alors oui. Il savait créer des compromis. Ce qu'il essayait de faire, c'était d'avoir une image complète d'une situation. Il disait toujours: «La médaille a toujours deux côtés. Et il faut les voir tous les deux, il faut voir tous les intérêts qui sont en jeu, il faut voir quels sont les intérêts légitimes, quels sont les intérêts les plus importants.» Et il faut, entre ces contradictions qui peuvent se présenter dans la vie, il faut faire la part des choses et il faut trouver un équilibre qui corresponde le mieux possible aux attentes des différents partenaires. Et donc là, il était un peu un maître de la médiation, il était aussi surtout un maître de l'écoute. Il laissait parler les gens et réfléchissait avant de répondre. Il essayait de trouver les points communs, il essayait de mettre en évidence les différences, et en se basant sur tout cela, il avait un certain art à amener les gens ensemble à brasser les idées et à rechercher des solutions originales. Je trouve que cette démarche lui allait parfaitement, mais je ne sais pas qui l'a inspiré dans cette démarche.

[**Elena Danescu**] La coopération au sein de l'union économique belgo-luxembourgeoise et du Benelux était qualifiée de véritable laboratoire pour la construction européenne. Partageait-il cette analyse?

[**Henri Werner**] Oui. Pour lui, le Benelux était exemplaire de plusieurs façons. D'abord, c'était une union économique qui fonctionnait, alors que l'Europe n'était pas encore une union économique. D'autre part, c'était aussi une union politique, on oublie toujours que le Benelux est un organe politique. Ce qui est le plus extraordinaire dans le Benelux, c'est que l'élément politique est informel, il consiste à avoir un parlement Benelux, où des délégations, des parlements nationaux se rencontrent d'une manière plus ou moins informelle. Cette idée, cette collaboration un peu spontanée fonctionne très bien. Le Benelux fonctionne pratiquement sans frais administratifs et il a vu dans cette spontanéité l'expression d'une volonté politique de coopérer. Et, en fait, le Benelux est apparu sur la scène internationale comme un partenaire. Et ça l'a fasciné et il a regardé ça aussi en tant qu'historien. Il a vu là un peu le prolongement de l'histoire de nos trois pays du Benelux qui ont des liens historiques, nous étions ensemble par exemple sous la domination autrichienne. Il y a eu des époques où le Luxembourg était néerlandais, il y a une partie du Luxembourg qui a été cédée à la Belgique. Donc, il y a tous ces liens historiques que mon père voyait également. Et de ce point de vue-là aussi, il était très favorable aux échanges belgo-luxembourgeois. Il pensait souvent encore à l'ancien duché de Luxembourg alors que la plupart des Luxembourgeois refoulent cette période et pensent que le Luxembourg est né quand le quartier germanique du Luxembourg est devenu indépendant. Lui, il pensait que l'ancien duché était le modèle du Luxembourg. Un État bilingue, un quartier wallon, un quartier allemand. Et il voyait dans cet État un modèle et c'est pour ça qu'il continuait à cultiver les liens avec nos cousins de la province belge du Luxembourg. Et c'était là

aussi un des points de départ vers l'union économique belgo-luxembourgeoise.

[Elena Danescu] Vous situiez tout à l'heure la période où Gaston Thorn fut promu comme président de la Commission. C'est la période où Pierre Werner, suite au plébiscite électoral de 1979, assume à nouveau les fonctions de chef de gouvernement, président du gouvernement, également ministre du Trésor et ministre des Affaires culturelles. C'est de 1979 jusqu'à 1984. Le début de ce nouveau mandat, après l'école de l'opposition, est marqué par deux crises superposées, une nouvelle phase de la crise sidérurgique et les tensions monétaires belgo-luxembourgeoises. Avez-vous des souvenirs du déroulement de ces événements, notamment de la crise monétaire belgo-luxembourgeoise et comment monsieur Werner a-t-il géré cette période de tensions au sein de l'union économique belgo-luxembourgeoise?

[Henri Werner] J'étais témoin direct de cette affaire. Nous étions en vacances, je crois que c'était au lac de Garde et nous avons une belle journée devant nous. Au lac, il a un fax, à l'époque il n'y avait pas encore d'e-mails, il y avait des fax du ministère des Affaires étrangères: «Problème, le gouvernement belge dévalue le franc belge.» Alors là, mon père était furieux. Il a dit que c'était une rupture de confiance. Alors, il a envisagé sérieusement de découpler le franc luxembourgeois du franc belge et il voulait introduire une parité 1,25. Mais à l'époque, la plupart des Luxembourgeois avaient placé leur argent en francs belges. Il n'était pas clair si les comptes d'épargne étaient en francs belges ou en francs luxembourgeois. À cause de ce manque de clarté, il ne pouvait pas le faire mais politiquement, il aurait voulu faire ça pour donner une leçon à la Belgique. Il n'a pas pu le faire mais cela a, je dirais, altéré son image de la Belgique et je crois que les hommes politiques ont encore dit à l'ambassadeur de Belgique: «Vous ne vous rendez pas compte des dégâts que le gouvernement belge a faits, il a perdu toute confiance du gouvernement luxembourgeois.» Le poids politique de cette décision, cette rupture d'un traité envers une petite nation, c'était un scandale. C'est encore aujourd'hui un scandale qui ternit l'image de la Belgique. Lui qui était toujours un grand belgophile, moi qui ai étudié en Belgique et qui suis aussi un grand belgophile, moi qui aime encore aujourd'hui la Belgique, mais là... la Belgique, politiquement, elle s'est..., je dirais, elle a fait quelque chose de scandaleux.

[Elena Danescu] Donc le Luxembourg, par la réflexion du Premier ministre monsieur Werner, a envisagé de sortir de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

[Henri Werner] Oui, il l'a envisagé.

[Elena Danescu] Et ce, malgré l'inexistence d'une banque centrale du Luxembourg.

[Henri Werner] Oui, tout à fait. Il aurait carrément créé une banque centrale d'un coup de... Il l'a sérieusement envisagé.

[Elena Danescu] C'est d'ailleurs après cet événement que l'idée de l'Institut monétaire luxembourgeois émerge?

[Henri Werner] Exactement. Et aussi que les comptes ont été définis en francs luxembourgeois. Mon compte à la Banque générale, mon compte courant était depuis en francs luxembourgeois. Mon salaire était tout à coup en francs luxembourgeois, pour donner au moins ce message clair que ça ne peut pas se produire comme ça et que ça ne va pas.

[Elena Danescu] Mis à part le développement et la modernisation du pays, une autre priorité préoccupait le premier gouvernement conduit par Pierre Werner, à savoir la normalisation des relations avec l'Allemagne. Cela était parmi les objectifs de choix du gouvernement Werner- Schaus qui continuait ainsi l'apaisement entamé sous Joseph Bech. Le traité réglant le contentieux

germano-luxembourgeois a été pourtant fortement contesté par les enrôlés de force qui s'estimaient discriminés par rapport aux résistants. Au sein de la société, des tensions ont éclaté, qui ne se sont vraiment apaisées que vingt années plus tard, toujours par un autre gouvernement Werner. Savez-vous comment monsieur Werner a vécu ces moments de contestation sur un thème aussi douloureux?

[Henri Werner] Il en a souffert énormément, parce que son frère lui-même avait été enrôlé de force et je crois que c'est l'élément le plus tragique de sa vie. C'est qu'il a perdu son frère sur le front de Russie, suite à un conseil qu'il avait donné à son frère. Son frère devait être enrôlé, mais il n'y avait plus de place disponible pour le cacher dans des mines. Et alors, les Américains étaient déjà en Normandie et mon père se disait qu'ils seraient ici sous peu. Alors, il a dit à son frère: «Vas-y carrément, une fois que tu seras arrivé en Pologne ou en Russie, les Américains auront déjà terminé la guerre.» Et ce n'était pas vrai. Finalement, il s'est toujours fait le reproche que son frère a dû mourir d'une mort atroce dans un uniforme étranger, ce déshonneur, cette déportation inhumaine. Il était lui-même dans la situation. C'est pour cela qu'il n'avait aucune compréhension pour ces contestations et je me rappelle qu'il s'exprimait d'une manière très forte. Il disait: «Écoutez, regardez ce que les Hollandais ont subi, regardez ce que Rotterdam, martyrisé, a fait. Regardez, ils se réconcilient avec les Allemands. Et pourquoi les Luxembourgeois n'en seraient-ils pas capables?» Il avait, à un certain moment, quand le président Heinemann était en visite officielle, il avait honte de voir ces démonstrations. Il trouvait que ce n'était pas juste. Et aussi, il trouvait que la tragédie était la même pour les résistants que pour les enrôlés de force. Les uns étaient aussi courageux que les autres, les uns étaient aussi intègres que les autres. Il le savait de sa propre expérience. Lui était résistant, son frère avait été enrôlé de force, mais il n'y avait aucune différence, c'étaient deux personnalités courageuses et intègres, mais les destins étaient différents. Et lui ne comprenait pas comme on pouvait faire de ça une opposition presque politique entre deux groupes, et il en a souffert énormément.

[Elena Danescu] Au sein d'une même société, au sein de la société luxembourgeoise?

[Henri Werner] Au sein d'une même société luxembourgeoise qui était quand même assez solidaire face à l'occupant. D'ailleurs, je crois qu'il faut un peu s'attarder aussi là-dessus. Mon père avait une aversion contre le fascisme. Son voyage de noces devait se dérouler en Italie et alors, il voyait la montée de Mussolini, alors il a dit à ma mère: «Écoute, on ne va pas quitter la Suisse, on va rester au Tessin. On ne va pas en Italie.» Il ne voulait carrément pas aller dans ce pays fasciste. Ce fut la même chose quand Hitler est monté au pouvoir, il avait une aversion naturelle contre le nazisme et il a évidemment souffert aussi moralement, il a souffert terriblement du manque de liberté et d'expression sous l'occupation, de la peur qui régnait alors. Donc, il a fait l'expérience de tout ça. En plus, il avait un poste à responsabilité dans une banque, donc il était vraiment exposé à l'occupant. Il a eu des temps très difficiles. Il faut aussi dire qu'il était contre le franquisme. De l'époque du franquisme, il n'est jamais allé en Espagne. Nous n'avons jamais passé nos vacances en Espagne. Il détestait aussi le régime de l'Apartheid sud-africain. Je me rappelle que nous étions une fois à Bozen-Bolzano, qui est en fait, disons, le Tyrol du Sud, donc une région alpine de caractère tyrolien. Et dans Bolzano, il y a un quartier italien qui a été artificiellement greffé par Mussolini dans cette ville. Et mon père y reconnaissait tout de suite le style fasciste: «Regarde ces arcs, ça c'est le style fasciste!» Il m'a dit: «Je ne peux plus le voir, je ne peux plus le voir, on doit partir!» Il ne pouvait pas voir ni entendre la voix d'Hitler, il tremblait. Ma sœur, qui était étudiante en histoire, écoutait des disques avec les discours d'Hitler. Mon père lui a dit: «Arrête ça, je ne peux pas écouter.» Il avait aussi une aversion contre le régime soviétique et le régime des dictatures d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Je dirais que le seul homme d'État du monde communiste pour lequel il avait un peu de respect, c'était Tito. Parce qu'il disait: «Au moins Tito a eu le courage d'abord d'unifier, de créer un État, la Yougoslavie, de surmonter le nationalisme et aussi d'affronter les Russes, de ne pas faire tout ce que voulaient les Russes.» Quant à Ceausescu, il ne s'est jamais prononcé. Donc, je ne

crois pas qu'il ait eu une très grande admiration pour lui [Rires]. Donc, il y a ce côté-là, tout ce monde fasciste et le monde communiste et ce n'était pas réconciliable avec sa vue des choses.

[**Elena Danescu**] Tout ce qui était lié à la dictature, au non-respect de l'humain, aux démonstrations de force.

[**Henri Werner**] Ça lui servait de contre-exemple, de mauvaise politique. On peut aussi dire, à l'inverse, ayant vécu la mauvaise, la très mauvaise politique pendant la guerre, il a eu des contre-exemples de tout ce qu'il ne faut pas faire. Et cela a peut-être clarifié ses idées.

VI. Pierre Werner – Conseiller de la Couronne

[**Elena Danescu**] Dans ses fonctions de Premier ministre, monsieur Werner sera amené à exercer aussi le mandat de conseiller de la couronne, la qualité de conseiller de la couronne, tout en sachant que le Premier ministre a des contacts réguliers avec son souverain. Il a commencé son mandat de chef de gouvernement sous le règne de la grande-duchesse Charlotte. Il a été même investi d'une des missions les plus sensibles, c'est-à-dire la préparation de la transition dynastique et l'avènement du grand-duc Jean. Avez-vous des souvenirs personnels sur la préparation de ces événements?

[**Henri Werner**] Oui, ils conféraient chaque semaine avec le chef d'État. Donc, il allait toutes les semaines pendant au moins une heure au palais grand-ducal pour mettre le chef d'État au courant des affaires politiques. Et d'ailleurs, la grande-duchesse Charlotte et, après elle, le grand-duc Jean étaient très intéressés et l'écoutaient attentivement. Il avait une relation de confiance totale avec la grande-duchesse Charlotte et le grand-duc. Je dirais presque une familiarité, mais une familiarité pas distante, mais suivant le protocole. Donc, il ne voulait pas une fausse familiarité, il voulait respecter le caractère souverain du chef de l'État et, de cette manière, il respectait toujours strictement le protocole tout en étant dans son être toujours très cordial et très ouvert. De ce fait, il y a eu une vraie sympathie entre lui et le souverain et aussi une vraie confiance. Il était aussi un des grands avocats de la monarchie en général. Parce que la monarchie était contestée au début des années soixante, je me rappelle de ça. Et il était terriblement fâché. Le parti communiste écrivait des blagues sur le grand-duc, même le journal socialiste voulait abolir la monarchie. Et mon père a lutté contre cela. Entre-temps, d'ailleurs, les socialistes se sont convertis, parce que maintenant ils respectent la monarchie. Mais à l'époque, ce n'était pas le cas. Et là, il était le grand défenseur de la monarchie. Une fois, il était avec ma mère à Rome, et il y avait aussi le couple grand-ducal, dont c'était le grand-duc Jean et Joséphine-Charlotte. Il y avait une représentation d'un opéra au Colysée. Donc, c'était quelque chose d'exceptionnel. Mes parents avaient des billets d'entrée, alors mon père a donné nos billets au souverain, il a renoncé d'aller au théâtre, il a donné la préséance au grand-duc. Toujours, dans tout, il a lui donné la préséance. Mon père n'a jamais parlé au nom de la nation puisque ce rôle revient au grand-duc. Il ne se considérait jamais comme le chef d'État. Le chef d'État, c'était le grand-duc. Là, il était très clair. Alors maintenant pour la succession de la grande-duchesse Charlotte, c'était assez délicat pour la bonne raison que la grande-duchesse Charlotte était une personne d'un charisme absolument exceptionnel. D'abord, une femme intelligente, une femme ravissante, qui représentait le Luxembourg, déjà pendant l'occupation, qui était un symbole vivant de la nation. Donc comment maintenant dire aux gens: «Maintenant, ce symbole va passer d'une main à l'autre.» Comment faire cette transition avec le grand-duc Jean, également une personnalité remarquable? Alors, c'est mon père qui a eu l'idée du lieutenant-représentant. Il s'était documenté dans l'histoire du Luxembourg, il a vu que le prince Henri des Pays-Bas était lieutenant-représentant du roi des Pays-Bas pour le Luxembourg. Il s'est dit: «Pourquoi ne pas prendre la même idée et dire que la grande-duchesse Charlotte aura un représentant qui exercera tous ses pouvoirs? Donc, il y a une transition, pendant laquelle on a le souverain, et aussi son représentant.» Ça s'est concrétisé, et

alors pendant un certain temps, le grand-duc était comme ça, en parallèle avec sa mère, grand-duc de Luxembourg en tant que lieutenant-représentant de la grande-duchesse. Et c'était probablement une très bonne manière de faire cette transition, en déchargeant progressivement la grande-duchesse de ses responsabilités et en donnant progressivement plus de responsabilités au grand-duc Jean.

[Elena Danescu] Mais pour ce statut, il y avait aussi un travail constitutionnel en amont pour prévoir dans les lois luxembourgeoises le poids de ce statut. Il y avait aussi tout le travail international d'introduction dans les milieux politiques, dans les problématiques du moment, de cette personnalité qui venait d'acquérir un nouveau statut au sein de la société luxembourgeoise.

[Henri Werner] Tout à fait, c'est tout à fait vrai et lui, en tant que juriste, il avait les connaissances nécessaires pour pouvoir arranger ces choses-là. Il était un juriste, je ne dirais pas infailible, mais un juriste avec un fondement solide de la science du droit. Et il savait comment on pouvait traduire ça en une législation. C'était son grand atout. Je dois aussi dire dans ce contexte qu'il serait sans doute malheureux de savoir que le grand-duc n'a plus les mêmes pouvoirs depuis un certain temps. Il n'aurait jamais laissé se produire une chose pareille. Il n'aurait jamais fait cela. Jamais.

[Elena Danescu] Savez-vous à l'époque quelle intention portaient les souverains et la grande-duchesse Charlotte, ensuite le grand-duc Jean, aux questions internationales, et singulièrement européennes?

[Henri Werner] Ils étaient très intéressés par le projet européen, parce qu'en général, les souverains se connaissaient entre eux au niveau européen. Le grand-duc Jean était marié à la princesse de Belgique. Donc déjà les familles régnantes avaient depuis des siècles toujours des liens européens. Ils étaient tout naturellement enclins à soutenir de toutes leurs forces l'idée européenne. Ceci étant dit, ils ne pouvaient quand même pas prendre de position politique. Il revenait au gouvernement de prendre position. Ils n'ont jamais pris position pour l'Europe en tant que telle, mais ils ont toujours accompagné la formation de l'Europe avec beaucoup de générosité et avec beaucoup de confiance.

VII. Pierre Werner et la période de l'opposition (1974-1979)

[Elena Danescu] On arrive en 1974 et à ce que monsieur Werner nommera dans ses Mémoires une traversée du désert. C'est le moment où le contexte électoral fait que le Parti Chrétien Social passe dans l'opposition et Pierre Werner, élu député, devient chef du groupe parlementaire chrétien social à la chambre des députés. Quels furent les sentiments de Pierre Werner face à cet échec électoral et comment a-t-il commencé une nouvelle vie politique?

[Henri Werner] C'était un grand défi dans sa vie et c'était extrêmement pénible pour lui. Je me rappelle quand il est devenu chef d'opposition, à la première séance de la chambre des députés, j'étais là. Tout à coup, le chauffeur du gouvernement vint: «Je voudrais parler à monsieur le ministre d'État.» Et alors, on a dit: «Mais c'est monsieur Gaston Thorn.» «Ah non, non, non, pas celui-là, je veux monsieur Werner.» Donc, ils l'ont appelé monsieur le ministre d'État, il ne l'était plus. Voyez-vous, il était devenu un peu un symbole, quand même une figure symbolique. Je ne dirais pas pour le pays parce que le grand-duc était cette figure-là, mais quand même il était un peu père de la nation d'une certaine façon. Je me rappelle que mon aumônier disait: «Ton père, il est maintenant père de la nation.» C'était juste avant ces élections. Et là, aux élections, il a été bien voter, mais c'est son parti qui a perdu les élections, pas lui-même. Il a eu énormément de votes. Et comme il a eu tellement de votes, il y a des électeurs qui se sont fâchés, qui ont dit qu'il n'avait pas le droit de se retirer avec autant de voix. Il avait plus de voix que Gaston Thorn. Dans ce cas-là, il devait prendre

la responsabilité de Premier ministre. Mais alors mon père voulait donner une leçon de démocratie à l'électorat. Il voulait dire: «Écoutez, vous ne soutenez pas mon parti, vous ne me soutenez pas moi non plus. Les votes que vous me donnez ne sont pas crédibles, parce que si vous n'appuyez que moi et que vous n'appuyez pas mon parti, vous n'êtes pas dignes, je ne suis pas appelé à être votre Premier ministre.» Et là, sa décision, il l'a prise très rapidement, je m'en rappelle. On était dans les Ardennes chez mon oncle, dans le jardin. Nous, les enfants, on jouait, c'était une fête très gaie, mais tout à coup, le résultat des élections est venu. On était ébahis. Il y avait aussi Claude Pescatore, il avait mauvaise mine, et m'a dit: «Henri, c'est grave.» Claude Pescatore avait les oreilles contre la radio, Pierre Pescatore était là, et voilà, tout à coup, la fête était gâchée. Et alors, ma mère a pleuré.

[**Elena Danescu**] C'est le parti qui était au pouvoir pendant vingt-cinq ans et donc l'opposition n'était pas un statut connu.

[**Henri Werner**] C'était son œuvre à elle et elle se sentait humiliée. Alors que lui, il a gardé toute sa forme. Il a dit: «Maintenant, vous allez vous étonner.» «Quoi donc?» «Mais regardez la télé!» [Rires]. Alors, il a consulté ses copains du parti, il est allé devant la télévision et a dit: «Dans ces conditions-là, je passe dans l'opposition.» Alors là, tollé général. Il a été critiqué mais il a tenu cette parole. Et il est entré dans l'opposition. Au début, je le trouvais mal à l'aise, quand il a parlé pour la première fois devant la chambre, j'étais là, et j'ai trouvé qu'il était mal à l'aise. Mais, avec le temps, il s'est réformé. Il est devenu un autre, c'est-à-dire qu'il s'est remis en question et il en était capable, de ça. Tous les gens ne sont pas capables de se remettre en question, lui oui. Après un certain temps, il a trouvé un bon régime de travail. Il n'aimait pas faire l'opposition, ce n'était pas dans son caractère. Mais à la place, il faisait beaucoup d'activités importantes pour le pays. Le gouvernement lui demandait de siéger pas loin du Luxembourg, c'est de là que lui est venue l'idée des satellites. Donc, toute cette idée est née pendant ses années d'opposition.

[**Elena Danescu**] Il y a aussi l'ascenseur de la ville haute au Grund qui prend corps dans la période d'opposition.

[**Henri Werner**] Oui, bon, c'est un petit détail. Mais il y a tout un projet qui est né pendant cette période. Et aussi, il a vu les choses d'une manière différente. Il est devenu moins autoritaire aussi en tant que père, il est devenu différent, il est devenu plus collégial. Je me rappelle quand j'étais au lycée, il ne nous donnait pas souvent des paroles encourageantes. Mais là, quand il était dans l'opposition, tout à coup il était plus humble, il était capable de prendre une leçon d'humilité. La plupart des gens n'en auraient pas été capables, mais lui il en a été capable. Il a repensé son rôle, il a trouvé son rôle. Il a aussi consacré plus de temps à sa famille et aux loisirs. Finalement, il a aussi eu la chance, une fois dans sa vie, d'avoir des loisirs. Et de ça, il en a profité aussi. Je dirais que c'était une époque extrêmement importante pour sa personne et pour le pays. Parce que c'est pendant cette période que les choses se sont purifiées, que son parti a dû se renouveler, que les socialistes ont dû montrer ce qu'ils savaient faire, que les gens ont vu la différence avec le gouvernement précédent. C'était saisissant la différence. Le professionnalisme n'était plus là. Je me rappelle aussi de ce gouvernement socialiste libéral qui profitait des lauriers que mon père avait gagnés mais ne mettait rien en place. Donc, il pouvait encore vivre sur les lauriers de mon père pendant un certain temps. Et puis, l'électeur a donné son verdict en 1979, et là je crois que c'était un des moments les plus heureux de sa vie. Quand il fut devant la télé, il vit les premiers résultats, il devint tout souriant et monsieur Thorn devint nerveux. Alors, il gagna six sièges pour son parti, alors il fut fêté par son parti, évidemment.

[**Elena Danescu**] Il a obtenu d'ailleurs le plus grand score personnel...

[**Henri Werner**] ...jamais obtenu.

[**Elena Danescu**] Pendant la période d'opposition, il a alimenté le gouvernement en place avec des idées des projets parlementaires de poids, et notamment cette idée de la sidérurgie tripartite, qui est encore aujourd'hui une forme institutionnalisée du dialogue social.

[**Henri Werner**] Oui, je ne savais pas que cette idée avait été nourrie par lui-même, puisque vous me le dites. Je peux bien le croire puisque ça rentrait dans sa vue des choses. Il avait aussi fait l'expérience avec les partenaires sociaux à un certain moment de sa carrière politique. Il y avait eu une fois une grève générale contre lui. Et là, je crois qu'il a aussi appris. Donc, il savait vraiment apprendre. Et je crois qu'il avait appris que le dialogue ne coûte pas cher et qu'il peut rapporter gros. Donc, je peux m'imaginer qu'il était parmi les instigateurs mais je ne savais pas positivement qu'il l'était. Je sais aussi qu'il faisait soigneusement ses travaux de député, il lisait tous les projets de loi. À nouveau, je l'admirais parce que c'est beaucoup à lire. Et donc, il était dans les commissions parlementaires. C'était une période qui reste de bonne mémoire parce qu'il a su en tirer le maximum.

[**Elena Danescu**] Vous avez cité votre présence à la première séance de la chambre des députés constituée après les élections. Au début de cette traversée du désert, savez-vous précisément comment la passation de pouvoirs avec le nouveau ministre d'État Gaston Thorn s'est produite?

[**Henri Werner**] Je dirais ceci: du point de vue de leur caractère, les deux hommes étaient très différents. Ils étaient presque l'opposé l'un de l'autre.

[**Elena Danescu**] Il fut son ministre des Affaires étrangères, monsieur Gaston Thorn.

[**Henri Werner**] Tout à fait, et là c'était difficile, là mon père a beaucoup souffert. Parce que monsieur Thorn n'aimait pas beaucoup la discipline gouvernementale. Monsieur Thorn, par exemple, était à Moscou, et alors là, les Russes lui ont demandé s'il pouvait y avoir une visite d'État de la grande-duchesse ou du grand-duc en Russie. Et Gaston Thorn a acquiescé. Il aurait dû consulter ça avec mon père. Et là, il s'est fâché, il s'est dit: «Gaston Thorn n'est pas Premier ministre, il n'a pas le droit de faire ses engagements face au gouvernement soviétique, à l'époque.» Et moi je dirais, il y avait des animosités entre eux, parce que leurs caractères étaient très différents. Mon père avait cette vaste culture, ce pouvoir de réflexion et cette force intellectuelle. Monsieur Thorn était plutôt un homme extraverti qui savait produire de l'effet mais, disons, la métaphysique derrière ses effets n'était pas nécessairement inspirante. Il savait faire de beaux discours mais moi, j'avais du mal à saisir le sens de ses discours. J'avais du mal à me sentir engagé par ses discours. Donc, là je voyais tout à fait un autre modèle d'homme politique, disons, un homme des médias, un homme qui voulait faire des éclats. Alors mon père, qui était toujours modeste, ne voulait pas faire d'éclats. Là, il y avait des démarches diamétralement opposées, et pourtant ils ont quand même eu une certaine sympathie l'un pour l'autre. Je dois aussi dire que moi, personnellement, je ressentais aussi une certaine sympathie pour Gaston Thorn, et même ma mère aussi. Elle était, au début, très jalouse et après... Donc il y avait quelque chose..., disons, mon père se donnait beaucoup de peine pour accepter cette personnalité et pour travailler positivement avec. Ils ont fait quelques bonnes choses ensemble, mais disons que cette collaboration avait ses limites, et alors quand l'opportunité s'est présentée pour Gaston Thorn d'aller à Bruxelles, c'était une situation gagnant-gagnant. Monsieur Thorn avait toujours eu cette ambition, il était heureux d'avoir cette occasion, il a toujours remercié mon père d'avoir pu prendre ce poste-là. Mon père a dit: «Gaston, oui, alors je dois renoncer à toi.» Mais il faut aussi dire que mon père était aussi content qu'il n'avait plus un membre dans le gouvernement qui ne respectait pas toujours la discipline gouvernementale. Voyez, c'est un peu délicat à dire, mais c'était un peu ça, les idées qu'il me transmettait, que d'une façon aussi, il était content que Gaston fasse une belle carrière. Il était aussi content de ne plus être gêné par Gaston faisant des promesses que le gouvernement n'était pas prêt à tenir, brouillant les cartes, ces choses-là qu'il n'appréciait pas. Donc finalement, c'était une solution bonne pour tout le monde.

[**Elena Danescu**] Le Luxembourg avait aussi son rayonnement à l'étranger.

[**Henri Werner**] Le Luxembourg avait son rayonnement, c'était aussi dans l'intérêt de mon père. Donc, c'était une situation gagnant-gagnant. Et Gaston Thorn, à partir de ce moment-là, a toujours parlé d'une manière très cordiale de mon père, il a toujours dit: «Monsieur Werner m'a permis de faire une carrière.» Et je crois qu'ils sont devenus amis. Donc des concurrents vers des amis, d'une certaine façon. Même s'ils étaient du point de vue philosophique en partie différents, en partie ils étaient pareils. Gaston Thorn avait aussi été membre de l'AV, l'association des académiciens catholiques, donc il avait un fond catholique lui aussi, même s'il était dans le parti libéral. Donc là, il y avait aussi des affinités. Je me rappelle que mes parents étaient ensemble avec le couple Thorn à l'abbaye de Clervaux pour la nuit de Pâques. Nous étions venus du lac de la Haute-Sûre, de notre maison, et monsieur Thorn était venu de la ville. Et ils étaient ensemble là pour assister au service à l'abbaye. Et là, on sentait cette amitié. Ça nous a rendus très tristes, quand les Thorn sont décédés.

VIII. Pierre Werner - diversification économique et identité culturelle luxembourgeoise

[**Elena Danescu**] Puisque dans le même souvenir de diversification économique, il y a des projets très importants qui ciblent les États-Unis d'Amérique, l'Outre-Atlantique. Et monsieur Werner, en tant que gouverneur pour le Luxembourg, au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, mais aussi grâce à ses relations personnelles, va prendre activement part à l'organisation d'une mission économique des banquiers américains au Luxembourg. Mission qui a abouti à l'éclosion de la place financière internationale du Luxembourg. Avez-vous souvenir des efforts de monsieur Werner en la matière, de sa stratégie, de ses contacts personnels ainsi que des difficultés et oppositions qu'il a pu rencontrer?

[**Henri Werner**] Oui, en effet, il cherchait des créneaux pour le Luxembourg en tant qu'activité bancaire et il a trouvé un créneau très important, c'était quand la convertibilité du dollar a été dissoute. Il y avait pour les Américains des problèmes pour trouver des capitaux en Europe. Pour cela, il a mis sur pied le marché de l'eurodollar, et en général le marché des eurodevises, et c'était une vocation très importante, la place financière vers la fin des années soixante. Et cela portait sa signature. À ce moment-là furent fondées beaucoup de sociétés holding au Luxembourg, qui se consacraient au marché des eurodevises. Et je sais que, par exemple, la société Dupont de Nemours, à l'époque, utilisait ce système pour financer ses premières implantations en Allemagne, notamment l'usine en Westphalie que nous avons encore aujourd'hui.

[**Elena Danescu**] Il y a aussi la création du *Board of Industrial Development* auquel fut associée également la cour grand-ducale par la personne du prince Charles, puisque la cour jouissait d'un prestige énorme aux États-Unis. Ce conseil permettait de faire un rapprochement entre les hommes d'affaires américains et le Luxembourg, de promouvoir les atouts du Luxembourg pour le marché américain.

[**Henri Werner**] C'était le *Board of Industrial Development* et c'était, je dirais, une idée conjointe du ministre de l'Économie Paul Elvinger, qui était un des meilleurs amis de mon père, et de mon père lui-même. Mon père avait vu que les Pays-Bas faisaient des actions pareilles. Les Pays-Bas étaient le premier pays d'Europe à faire une prospection économique. Et alors, il a eu l'idée avec monsieur Elvinger de suivre cet exemple. Et alors, il faut citer aussi le prince Félix, qui avait une

grande autorité au Luxembourg. Il était l'époux de la grande-duchesse Charlotte et il avait été lui-même aux États-Unis pendant la guerre. Donc le prince Félix a aussi joué un rôle éminent, c'est lui qui a aussi conseillé mon père lors de la mise en place du BID en 1959. Il a aussi eu un contact avec monsieur Joseph Gurley, Joe Gurley que j'ai eu l'honneur de rencontrer aux États-Unis, qui était le premier directeur à New York de ce *Board of Industrial Development* et qui était ensuite l'un des meilleurs amis de mon père. Je sais aussi que monsieur Paul Elvinger et le prince Charles se sont rendus plusieurs fois aux États-Unis pour faire de la prospection économique par des contacts personnels. Ils sont notamment venus aussi auprès de la société Dupont de Nemours, qui est mon employeur actuel. Et les dernières négociations pour cet établissement ont été faites par mon père lui-même, qui est passé à Wilmington, Delaware, lors d'un de ses voyages aux États-Unis pour terminer les négociations et frayer les chemins vers cet investissement très important. Je me rappelle aussi qu'avec fierté, il m'avait montré les premiers films polyester Mylar produits au Luxembourg. Et aussi, ce qui est très intéressant, quand il a inauguré des lignes de production dans notre usine, il parlait justement de la coopération transatlantique. Et il disait à l'époque: «Pour le moment, les relations transatlantiques vont dans un sens. C'est-à-dire que les Européens apprennent des Américains des méthodes de *management*, de nouvelles technologies. Donc, tout cela vient d'Outre-Atlantique chez nous. Alors, dans son discours qu'il a prononcé en 1974, il a dit qu'il fallait aussi qu'il y ait des relations en sens inverse, qu'il y ait des méthodes européennes qui soient adoptées par l'Amérique. Et je crois que c'était des paroles prophétiques puisque je suis témoin qu'aujourd'hui, ça se fait. Nous avons la nouvelle législation sur les substances chimiques REACH, qui trace de nouveaux horizons dans le domaine de la sécurité chimique et qui est pratiquement imitée par les États-Unis. Nous les avons pris de vitesse et les États-Unis adoptent un système analogue. Et notre société, notre groupe travaille au niveau mondial suivant ce nouveau standard européen. Donc cette prophétie de l'échange bilatéral entre États-Unis et Europe est devenue réalité aujourd'hui. Il n'y a plus de relations mère-enfant, mais c'est une relation entre deux régions adultes, ce qu'il avait souhaité.

[**Elena Danescu**] En plus, pour le Luxembourg, ceci apportait également la diversification industrielle et également une solution au déclin de la sidérurgie, ce qui était vital pour le Grand-Duché à l'époque et par après.

[**Henri Werner**] C'était tout à fait ça. Mon père, quand il est devenu Premier ministre en 1959, voyait que le Luxembourg dépendait essentiellement de la sidérurgie. Le Luxembourg avait perdu l'industrie du cuir, l'industrie de l'ardoise à cause des charges sociales devenues déjà assez élevées, à cause des salaires devenus assez élevés. Il y avait donc déjà des départs d'industries vers d'autres régions et il ne voyait plus que la sidérurgie. Et il disait: «Si jamais la sidérurgie s'arrête, que va faire le pays?» C'est pour ça que l'un des premiers objectifs du gouvernement de 1959 était la diversification industrielle. Et pour cela, il est allé donc faire cette prospection et il a pris aussi des actions très courageuses, que d'aucuns à l'époque lui ont même presque reprochées. Je vous cite un exemple, notre groupe Dupont de Nemours voulait instaurer une usine pour produire du nylon à Luxembourg. Pour cela, la société aurait eu besoin de quantités énormes d'eau fraîche, d'eau potable. Alors, mon père a carrément décidé de construire une conduite de la centrale d'Esch-sur-Sûre à Contern, une conduite de grand diamètre pour alimenter cette usine qui finalement n'est pas venue à Luxembourg. Mais alors, le Luxembourg a eu un atout énorme, c'est cette conduite SEBES qui, encore aujourd'hui, alimente toute la région de la ville de Luxembourg et qui a évité des périodes de grande sécheresse, donc des périodes de pénurie d'eau grâce au courage qu'il a eu de mettre à la disposition de l'investisseur des infrastructures. Il prit aussi la décision de mettre à disposition de la nouvelle industrie un réseau électrique moderne, le réseau de la Cegedel qui devint de standard mondial. Le Luxembourg, avant cela, n'avait pas encore de réseaux électriques qui répondaient à des critères internationaux et, de ce fait de la nouvelle industrie, il a instauré toutes ces innovations. Et ce n'est pas resté sans critiques. Il y a des gens qui ont trouvé qu'on en faisait trop pour l'industrie et qu'on en faisait trop pour ces nouveaux immigrants qui étaient les industriels

mais qui, en fait, apportaient de l'activité économique et apportaient le bien-être au pays. Après coup, il faut dire que c'est une opération totalement réussie. Il faut aussi voir le parallèle entre l'unification de l'Europe et ces investissements américains en Europe. J'ai pu démontrer dans une recherche historique que le groupe Dupont est venu en Europe à cause du traité de Rome. Dès la conférence de Messina, notre groupe considérait de s'implanter en Europe pour ne pas perdre le marché européen. Donc, le fait de l'unification européenne a rendu l'Europe attractive à des investisseurs. Donc, il faut voir toutes ces choses ensemble, la diversification économique du Luxembourg et l'unification de l'Europe, ce n'étaient pas des processus contradictoires mais ce sont des processus qui se sont soutenus mutuellement.

[Elena Danescu] La même période, qui est une période de crise superposée, est aussi une période de forte inspiration au niveau de la diversification économique du pays. On parle de l'émergence de l'audiovisuel comme un nouveau vecteur du développement du pays, aussi comme un vecteur de rayonnement culturel. C'est à cette époque-là que l'idée de la création d'un projet satellitaire prend corps. On sait qu'à la base de ce projet, c'est l'idée de monsieur Werner et la collaboration avec les États-Unis, notamment avec l'expert américain Clay Whitehead. Pouvez-vous nous dire plus précisément comment ce projet a pris corps?

[Henri Werner] Merci de me poser cette question, parce que c'est très intéressant de voir comment cela s'est produit. En fait, ce que j'ai remarqué en analysant les documents que j'ai classés pour vous, [ce que] j'ai vu, [c'est] que dans les discours de politique économique, les gouvernements luxembourgeois successifs, y compris [celui de] mon père, ont toujours oublié de nommer le secteur des médias. Parce que le monde n'était pas encore tellement un monde de médias. Ici, nous avons des médias autour de nous [rires], ils sont dans un autre monde aujourd'hui. Mais ce nouveau monde des médias faisait son irruption à cette époque-là. Alors justement, mon père avait là des atouts uniques. D'abord, comme vous le disiez tout à fait correctement, comme il était toujours ministre des Finances, il avait toujours dans son ressort les télécommunications puisque les télécommunications faisaient partie de la poste et la poste faisait partie des finances. Et alors, il était toujours ministre des Télécommunications, donc il s'occupait aussi des questions autour de Radio Luxembourg qui a été un secteur de l'économie, mais on n'en parlait pas tellement. Mais lui, quand il était dans l'opposition, le gouvernement a voulu qu'il siège dans le conseil d'administration de la CLT pour des raisons politiques parce que le gouvernement avait compris que l'actionnariat de RTL n'avait plus rien à voir à Luxembourg et que cet actionnariat avait tendance à dicter la politique de Radio Luxembourg et que le gouvernement luxembourgeois n'avait plus aucune mainmise sur cette société. Donc cette société avait juste encore son siège social à Luxembourg et rien d'autre. Pour cela, le gouvernement voulait avoir des politiciens expérimentés au conseil d'administration, ce que les actionnaires français ont aussi critiqué mais mon père était là, et alors là, il s'est rendu compte de l'importance du secteur des médias. Il s'est aussi rendu compte de ce que le Luxembourg avait mal fait. Le Luxembourg n'était pas à ses gardes et le commandement est passé dans des groupes étrangers, Havas, etc. Et alors tout naturellement, c'était aussi la période où l'on parlait de télécommunication et de satellites de télécommunication, et alors là, ce qui est très intéressant, j'ai trouvé aussi dans ces actes-là les comptes rendus des conseils d'administration où on rapportait le projet satellitaire français TDF1. Il commençait à s'y intéresser et tout à coup, il comprenait que la nouvelle technologie, ce n'étaient plus les antennes terrestres, mais ça c'était un peu sa vision, il comprit tout à coup que les nouvelles technologies se situaient dans l'espace. C'était une intuition qu'il avait et alors il se disait: «Tiens» – il voyait que la radio s'épuisait un petit peu – «il faut maintenant trouver un nouveau créneau pour le Luxembourg.» Alors, quand il n'est pas repassé au pouvoir en 1979, il a donné instruction aux ambassades de Luxembourg d'explorer les possibilités de contact dans le monde spatial, le monde des télécommunications pour explorer les possibilités d'un système luxembourgeois de télécommunication dans l'espace. Là, c'était une pensée audacieuse parce que l'espace était considéré par les grands comme leur apanage. Et cette idée ne pouvait être sympathique aux Français et non plus à l'actionnariat français dans CLT, non plus à l'actionnariat

allemand dans CLT. Et donc là, il avançait sur de nouveaux terrains, et je crois que ces idées-là se sont formées pendant qu'il était dans l'opposition, il avait le temps de développer ces idées. Et alors l'ambassadeur Meisch m'a dit qu'il avait reçu l'ordre formel du gouvernement d'explorer les possibilités. Alors Adrien Meisch avait une fiancée qui s'appelait Candace Johnson, une femme charmante, dont le père était un grand militaire américain. Donc ce n'était pas le gouvernement américain, mais c'était un lien d'amitié entre l'ambassadeur, sa future épouse et la famille de sa future épouse, ce qui a mis Adrien Meisch sur la piste du père de Candice Johnson. Et ce monsieur Johnson, il donnait des conseils à monsieur Adrien Meisch. Il a dit: «Puisque vous avez reçu cette requête de votre gouvernement, moi je peux vous faire une proposition. Nous avons à l'armée américaine un éminent spécialiste, Clay Whitehead, qui fait notre système de télécommunication. Il est à l'avant-pointe du progrès. Écoutez-le.» Et alors, j'ai trouvé chez nous la lettre, que je pourrai une fois vous donner aussi, qu'a écrite Adrien Meisch de sa belle écriture à mon père: «À Monsieur le ministre d'État, voilà une occasion unique». Et il a dit: «Nous devons organiser une rencontre entre monsieur Whitehead et vous.» Et au bout de quelques semaines, cette rencontre s'est matérialisée et mon père a eu une très longue entrevue, plus longue que la nôtre, avec monsieur Whitehead et il a écrit dans ses Mémoires qu'il était un peu médusé par le parler monotone de ce spécialiste technique qui lui expliquait la technique des satellites et où va l'évolution. «L'évolution, disait monsieur Whitehead, va vers les satellites de puissance moyenne et les Français sont sur le mauvais chemin.» TDF, c'étaient des satellites de grande puissance, ce n'était pas le bon chemin. La technologie allait dans une autre direction. Monsieur Whitehead avait raison et mon père avait raison de l'écouter. Ce qui était aussi très spécial dans cette affaire-là, c'est que monsieur Meisch connaissait bien mon père. Il a contacté directement le chef du gouvernement, normalement il aurait dû passer par le ministre des Affaires étrangères, qui était, je crois, monsieur [sic, madame] Flesch à l'époque. Il a préféré ne pas le faire parce que la discrétion devait être absolue. Donc ses pourparlers avec monsieur Whitehead étaient secrets et personne ne devait rien savoir, même pas le ministre des Affaires étrangères. Plus tard, mon père a partagé l'information avec le gouvernement, mais en insistant sur la confidentialité. Alors, il a agi très très vite.

[**Elena Danescu**] Est-ce que ce projet satellitaire avait-il aussi une dimension européenne ou c'était juste un rayonnement futur du Luxembourg?

[**Henri Werner**] C'est une excellente question. Alors, justement les Français disaient à mon père: «Vous êtes nationaliste, vous voulez avoir maintenant un satellite luxembourgeois. Il faut des médias européens.» Et alors, pour preuve, ils disaient: «Regardez, sur tous nos médias, il n'y a que des films américains.» À l'époque, on était plus anti-américain que maintenant, à l'époque ça gênait les Français qu'il y ait de plus en plus de films américains dans les médias. Et finalement, ils disaient: «Ah oui, vous avez monsieur Whitehead, encore un Américain.» «Alors, avec ce satellite "Coca-Cola"», comme disait le ministre français qui ne s'appelait pas Fillon, mais Filloux, alors il a forgé cette expression, c'était: «Coca-Cola, il va encore renforcer l'image de l'Amérique en Europe.» Et il a dit: «Je ne reconnais plus le Luxembourg, je ne reconnais plus monsieur Werner, vous n'êtes plus l'Européen, vous êtes le nationaliste farouche qui veut maintenant instaurer l'Amérique dans les médias.» Alors mon père a retourné l'argumentation. Il a dit: «Au contraire, nous voulons créer une plate-forme européenne et nous avons un modèle de satellite qui sait couvrir plusieurs régions d'Europe à la fois, et nous avons une technologie qui, à partir d'une position, peut travailler sur un nombre élevé de canaux et nous pouvons fournir, nous pouvons créer ces maillons qui manquent dans le paysage téléaudiovisuel.» Et d'autre part, il a dit aussi: «Il y a, après tout, la charte du Conseil de l'Europe qui dit que, dans les médias, il faut une grande liberté d'expression. Au nom de la liberté d'expression, il faut qu'on ne crée pas de barrières artificielles au niveau des acteurs dans l'audiovisuel.» Alors, mon père a cité le Conseil de l'Europe, il a dit: «Voyez-vous, nous, nous voulons la liberté d'expression, le Luxembourg veut s'exprimer, il veut créer une voix de l'Europe. Voilà, il va le faire.» Et alors, mon père a carrément agi, il a conclu des accords, il a réservé les fréquences. Les gens étaient bouche bée, il a fait ça en un temps record. Et c'était en

1983, peu avant le décès de ma maman. C'était pénible. Et voilà, donc il s'est imposé. Et puis, finalement, le projet était si avancé qu'il n'avait plus de retour. Et lui, il a fait en sorte que l'État a donné une garantie financière pour que l'on puisse construire une fusée, investir dans un satellite et une fusée. C'était une partie considérable d'un budget luxembourgeois. Donc là, il a pris un risque fou et il a réussi à convaincre Jacques Santer de continuer l'œuvre en 1984. Et il a fait le suivi avec Jacques. Et Jacques a tout fait correctement. Donc, là aussi, on voit..., voyez, il a toujours considéré Jacques Santer comme son successeur. Il a toujours dit: «Les gens vont encore s'étonner de Jacques Santer.» Et je crois qu'il avait raison. Jacques Santer a bien agencé cette affaire, et il a continué l'œuvre, fidèlement, comme mon père l'avait tracée.

[**Elena Danescu**] Et aujourd'hui, la Société Européenne des Satellites couvre presque 99 % des fréquences satellitaires au niveau mondial.

[**Henri Werner**] Le Luxembourg est maintenant une puissance spatiale. Impensable, inimaginable à l'époque. Et le président Mitterrand ne voyait pas ça d'un œil heureux. Et puis, quand il a rencontré mon père la dernière fois, il a dit: «Hé, Monsieur Werner, vous faites toujours de la radio?» [Rires].

[**Elena Danescu**] De la même période date également l'idée du pavillon maritime luxembourgeois qui est un autre projet très original et inattendu pour le Luxembourg.

[**Henri Werner**] Oui, il en a parlé. Moi, par exemple, je n'étais pas tellement pour. Moi, j'ai dit: «Le Luxembourg est une nation continentale, je trouve ça ridicule.» J'ai trouvé ça ridicule. Moi, j'ai appelé ça un pavillon de complaisance. Lui, il voyait là des opportunités. Donc, bon, ce pavillon a une certaine importance. Au moins, il a eu la créativité de mettre ça en route, ça c'est vrai.

[**Elena Danescu**] Tout ce qui s'est développé au niveau des assurances, des cabinets de conseil, des études d'avocats spécialisés en droit maritime, ça a donné au Luxembourg une nouvelle niche de développement économique.

[**Henri Werner**] Oui, il faisait parfois des choses que, même en tant qu'enfant, je n'arrivais pas à accepter. Aussi l'espace, au début, je me disais: «Mais il est fou.» Moi-même, j'étais enthousiasmé par la conquête spatiale. Je m'intéressais beaucoup à l'astronautique, je me disais: «Qu'est-ce que lui, il va foutre là-dedans?» Pardon pour l'expression. Mais après coup, je dois dire: «Chapeau!» Je n'aurais pas deviné. Il a trouvé la solution juste, même du point de vue technique, donc il était aussi un bon technicien. Il était un génie universel de cette façon qu'il s'y connaissait même en technologie. Il savait distinguer une bonne technologie d'une mauvaise technologie.

[**Elena Danescu**] À la même époque, sous le mandat de monsieur Werner en tant que ministre des Affaires culturelles, est élaborée et adoptée la loi linguistique qui statue la langue luxembourgeoise comme langue nationale. Et ça, c'est aussi une forme de l'affirmation de l'identité nationale, dans une Europe devenue de plus en plus diverse. Dans ces circonstances, j'aurais voulu vous demander quelle était sa conception de l'identité nationale dans le contexte de l'identité européenne.

[**Henri Werner**] Ça, c'est une question très importante à laquelle il attachait beaucoup d'importance. Donc, tout d'abord, il n'était pas nationaliste, car il n'était pas convaincu d'une supériorité nationale quelconque face à d'autres nations. Donc, il n'avait pas cette attitude-là. D'autre part, il savait que l'identité nationale était aussi en partie identité européenne, et que l'un n'exclut pas l'autre. Ça, il le savait aussi. Il savait aussi que les Luxembourgeois ont un penchant naturel, par facilité, à écouter la langue allemande et à la cultiver parce qu'elle est plus proche du luxembourgeois et qu'il y a un certain danger que le caractère latin du Luxembourg ne se perde un peu. Il avait la peur..., il avait vécu la germanisation de la dernière guerre et il m'avait une fois dit

honnêtement: «Finalement, en dernier ressort, la raison d'être du Luxembourg, c'est d'être un pays qui partage deux grandes cultures, la culture latine et la culture germanique, qui sait comprendre les deux cultures et qui peut ainsi jouer le rôle de pont et de constructeur d'Europe.» Et qui peut aussi créer une identité nationale propre, qui aussi se reflète dans le parler luxembourgeois, qui a beaucoup de caractère latin, et pour une fois, il faut en parler aux linguistes de ça. Il y a beaucoup de caractéristiques latines, surtout la phonétique du luxembourgeois. Donc, cette langue luxembourgeoise, elle est un peu aussi un ciment qui entretient cette identité locale qui est tout à fait originale. Et donc, il voulait garder cette originalité locale, il était un grand spécialiste de la littérature luxembourgeoise, de la musique luxembourgeoise; comme personne d'autre, il connaissait toutes ses œuvres. Il les cultivait et il voulait donc cultiver tout cet héritage sans avoir un brin de nationalisme. Il voulait montrer qu'il est possible de cultiver une identité sans créer des murs autour de soi et sans exclure des gens. Donc, c'était une nouvelle vision de l'identité nationale, et cette loi qui a finalement été votée..., je ne sais pas s'il était tellement heureux de cette loi, je crois qu'il aurait peut-être préféré ne pas avoir cette loi. En tout cas, il était convaincu qu'il fallait soutenir cette identité nationale, et notamment aussi en cultivant le français et aussi en créant des liens avec des pays latins, c'est comme ça qu'il a consciemment favorisé l'émigration portugaise, après la bonne expérience que le Luxembourg a faite avec l'émigration italienne. Il a toujours dit: «Les Italiens nous ont apportés énormément. Leur caractère si chaleureux a rendu les Luxembourgeois un peu moins froids. Les Luxembourgeois sont devenus un peu plus nerveux grâce aux Italiens. Peut-être plus créatifs.» Alors, il voyait aussi cet apport du Portugal, pas seulement un apport de main d'œuvre, mais aussi un apport culturel de nos concitoyens portugais. Il voyait ça positivement. Ça ne mettait pas en question l'identité nationale, ça enrichissait l'identité nationale. C'est comme ça qu'il voyait notre identité nationale.

[**Elena Danescu**] Est-ce qu'il a été envisagé à un moment donné que le Luxembourg devienne langue officielle de l'Union européenne des communautés à l'époque?

[**Henri Werner**] Le Luxembourg a renoncé à cela, parce que ce n'était pas nécessaire. Le Luxembourg est une langue vivante. Et d'ailleurs, les spécialistes pourront le confirmer, le luxembourgeois ne va pas s'éteindre de si tôt. Il est dans les médias, il est cultivé, il a une littérature, il a une population qui le parle, et cette population s'agrandit. Il y a une dynamique propre à la langue luxembourgeoise. Elle n'a pas besoin d'être protégée par des lois européennes. Et il faut aussi favoriser le bilinguisme luxembourgeois français/allemand. Il ne faut pas négliger les grandes langues culturelles. Et ça aussi, je me rappelle à l'école, il ne regardait pas seulement mes points en français, il regardait aussi mes notes en allemand. Quand mes notes en allemand n'étaient pas bonnes, il était fâché. Il voulait que les Luxembourgeois cultivent les grandes langues que sont le français et l'allemand. Et elles doivent rester des moyens d'expression privilégiés pour ce qui est de la culture, pour ce qui est des sciences, pour ce qui est de l'art. Leur présence et la facilité de penser dans ces deux langues sont essentielles pour que le Luxembourg puisse jouer son rôle européen. Et voilà, la loi, elle, reflète un peu cette réalité, je dirais.

IX. Départ de la vie politique, rencontres marquantes et continuateurs de ses idées

[**Elena Danescu**] Fin 1983, lors du congrès national du Parti Chrétien Social, monsieur Werner annonce sa décision de ne plus participer au scrutin électoral de juin 1984 et de quitter la scène politique. C'est une décision regrettée par tout le monde, mais respectée par tout le monde. Avez-vous des souvenirs comment monsieur Werner a préparé ses continuateurs?

[**Henri Werner**] D'abord, je voulais vous dire pourquoi il a pris cette décision. Parce qu'il voyait sa femme gravement malade. Il m'a dit: «Maintenant, je devrais m'occuper de ma femme. Maintenant,

je ne peux pas me présenter raisonnablement à une élection quand ma femme est malade.» Bon, alors ma mère est décédée, après ça, il aurait en principe pu se présenter. Et alors, il n'a pas voulu. Il a dit: «J'ai pris cette décision.» Il m'a aussi dit: «En politique, il faut savoir partir au bon moment. Maintenant, Jacques Santer est là, il a la maturité, il peut bien faire le travail.» Il avait déjà vu Juncker aussi. Il se disait: «Voilà, ces deux hommes, ils feront bien l'affaire.»

[**Elena Danescu**] D'ailleurs en 1982, il fait entrer au gouvernement Jean-Claude Juncker au ministère des Finances. Et il dit dans ses Mémoires: «C'est une décision qui a mécontenté quelques aînés dans le parti.»

[**Henri Werner**] Oui, parce Jean-Claude Juncker, il était très très jeune, encore plus jeune que mon père à l'époque, et il n'avait jamais été dans la vie professionnelle. Jean-Claude Juncker est entré tout de suite sur la scène politique, ce qu'il a toujours regretté. Il m'a dit, une fois qu'il me [*sic*, se] plaignait, il m'a dit: «Toi, au moins, tu travailles dans l'industrie, tu sais ce que c'est la vie, moi, je ne sais pas ce qu'est la vie, je suis venu tout de suite en politique.» [Rires] C'est vrai, mais Jean-Claude Juncker était tellement dynamique que je pense que mon père voulait avoir ce capital dans son parti. Il voulait avoir du capital pour l'avenir. Et il sentait ce dynamisme et il sentait qu'il devait le soutenir.

[**Elena Danescu**] Ils avaient des conversations, des échanges, des rencontres régulières?

[**Henri Werner**] Monsieur Juncker avait énormément de respect pour mon père. Je me rappelle qu'il est venu voir mon père quand il était malade. Il disait toujours: «Monsieur le Ministre d'État.»

[**Elena Danescu**] Retiré de la vie politique, monsieur Werner est resté très actif dans la vie publique, dans trois domaines qui lui tenaient particulièrement à cœur: l'audiovisuel, la culture et aussi le front monétaire. Savez-vous comment il s'est investi à promouvoir et à expliquer l'intégration monétaire européenne après les années 1984-1985, et comment a-t-il vécu la concrétisation du plan Werner?

[**Henri Werner**] En fait, il a donné beaucoup de conférences que je n'ai d'ailleurs pas encore eu le privilège de vous remettre. Il y a des dossiers avec toutes ses conférences qui donnent des rétrospectives originales intéressantes avec des informations nouvelles. Et là donc, il a participé à de nombreux colloques, notamment au colloque de Lyon et ma sœur va vous en parler plus. Donc, il a vécu cette joie de voir la monnaie se réaliser en contribuant à l'effort de commémoration et en même temps en goûtant à ce grand succès. Et alors, quand l'euro est devenu monnaie scripturale, il y a eu une petite cérémonie au bureau des postes de Luxembourg-Gare quand monsieur Jacques Santer, en tant que président de la Commission était là et monsieur Juncker en tant que ministre des Finances, et qu'ils avaient eu la délicatesse d'inviter mon père. Et alors, Jacques Santer lui a remis la version originale du traité instituant la monnaie unique. Et donc, cette petite remise a beaucoup honoré mon père, il était très touché. J'ai d'ailleurs une très belle photo qui est sur le CD que je vous ai donné où l'on voit les trois hommes d'État ensemble sur une photo. Donc, cette photo est très éloquente. Et alors, dès qu'il est retourné à la maison, la première chose qu'il a faite fut d'écrire un chèque en euros pour chacun de ses enfants. Et alors, quand l'euro est devenu monnaie de paiement, il était déjà malheureusement malade. Mais je me rappelle que j'étais à la fondation Pescatore chez lui, on regardait la télé et il voyait que le loto était en euros. J'ai vu son visage s'éclaircir quand il a vu le symbole de l'euro pour le tiercé, toutes ces choses-là. Puis la vie courante, ça l'a beaucoup touché. Là, il a encore pu voir les premiers euros, il les a touchés de sa main, il a tenu dans sa main un billet de cinq cent euros. Et donc là, il a pu savourer ce succès.

[**Elena Danescu**] Le cheminement de ses idées, de la pensée à la réalité.

[**Henri Werner**] Qui avait commencé lors de l'occupation en 1940. Là, c'était une monnaie. La situation inverse, c'était la guerre. Et alors, à la fin, c'était une œuvre de paix. La monnaie unique. Ce cheminement était long mais il a été témoin du début à la fin de ce cheminement.

[**Elena Danescu**] Parmi les rencontres européennes et transatlantiques, quelles sont celles qui l'ont marqué le plus?

[**Henri Werner**] Au niveau de l'Europe, il y a certaines rencontres qui l'ont beaucoup marqué. Edward Heath était un de ses meilleurs amis. Et il aidait pour que la Grande-Bretagne entre dans l'Europe. Et dans les documents que j'ai et que vous aurez bientôt, vous pourrez examiner ceci. Moi, j'ai un peu la suspicion qu'il était un peu secrètement l'artisan de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. En tout cas, il a collaboré étroitement avec Edward Heath à ce sujet. Et plus tard, les deux hommes se sont opposés. Parce que mon père voulait que Luxembourg soit le siège d'une future banque centrale européenne. C'était toujours son rêve. Et c'était le rêve d'Edward Heath que ce soit Londres. Et là, ils se sont opposés. Ils sont restés amis mais se sont opposés sur ce sujet-là. Et finalement, Francfort a été choisie comme solution de compromis. Donc Londres et Luxembourg avaient perdu ce rôle. Une autre personnalité qu'il a trouvée intéressante mais avec laquelle il n'était jamais d'accord, c'était Margaret Thatcher. Margaret Thatcher avait une estime énorme pour mon père parce qu'elle sentait son expérience inouïe et aussi elle disait qu'il était le seul homme d'État qui avait un format d'homme d'État. Elle reprochait aux ministres dans le Conseil de se conduire parfois en gamins, d'utiliser des expressions vulgaires qui ne se disent pas en un milieu si solennel et elle citait toujours mon père en exemple. Et une fois, elle avait reçu mon père à *10 Downing Street* et là, elle s'était comportée un peu de façon condescendante. Elle dit: «*Mr Werner, can you please tell me what money tree union is?*», un peu comme s'il était son élève. [Rires] Alors, il lui a expliqué ce que c'est que l'union monétaire.

Alors, parmi d'autres personnalités qui l'ont enthousiasmé, il y a eu le général de Gaulle. Il a dit: «Il a fait beaucoup pour la France.» Il a admiré certains talents du général de Gaulle, son talent d'unificateur, son image d'une France forte que mon père soutenait aussi. Il voulait aussi une France forte. Mais il n'aimait pas les côtés autoritaires du général de Gaulle. Il était une fois à l'Élysée, en audience avec le général de Gaulle, et voilà que la porte s'ouvre, un des conseillers du président entre et dit: «Voilà, un tel, un adversaire politique dont je ne me souviens plus du nom, il a fait un coup bas contre vous, Monsieur le Président.» Alors, avec dédain, il a regardé vers la cheminée, il a dû regarder mon père. Alors de Gaulle a prononcé le nom avec un dédain total. «Ce personnage...» Et alors ça, mon père n'aimait pas cette façon de prononcer le nom d'une personne. Ça ne lui plaisait pas. Mais, en fin de compte, il avait beaucoup d'admiration pour le général et il était très triste quand le général est mort. Il avait donc quand même une sympathie.

Alors, il y avait aussi pour le président des États-Unis le président Kennedy. C'était tout à fait son genre, donc il en parle dans ses Mémoires. D'ailleurs, il tient toujours à ce que ce chapitre-là soit dans vos traductions. Moi, je ne comprends pas tellement, mais il était tellement impressionné par Kennedy. Il aimait aussi Bush Senior. Donc, le père Bush, il l'aimait bien. Il l'a reçu à Luxembourg. Il y avait une grande cordialité entre eux. Johnson, c'était un peu difficile. Il a toujours reconnu en Johnson le texan qu'on n'arrive pas bien à comprendre, qui parle d'une façon un peu difficile. Donc là, la longueur d'ondes n'était pas toujours la même. Mais en général, il était évidemment un grand ami de l'Amérique. Les communistes ont toujours dit: «Monsieur Werner est plus catholique que le pape et plus américain que les Américains.» Il est vrai qu'il était toujours dans tout fidèle à l'Amérique. Et pendant la guerre du Vietnam, je me rappelle que nous, frères et sœurs, nous avons toujours plaidé contre la guerre du Vietnam. Nous avons dit: «Il faut arrêter cette guerre. Pourquoi est-ce qu'il ne dit pas la vérité au président Nixon, qu'il arrête cette tuerie!» Alors, il a dit: «Écoutez, le président des États-Unis mène la guerre et le Luxembourg n'a pas à donner de leçons au président des États-Unis, je respecte les Américains, je vois leurs difficultés, je ne veux pas leur créer de problèmes. Ils nous ont donné la liberté, nous n'allons pas maintenant aller contre eux.» Et là, il est resté toujours fidèle à l'Amérique. Dans les pires moments, il a toujours soutenu l'Amérique. Bon,

mais maintenant pour Bush Junior, là il le voyait en tant que candidat aux élections. Il disait à ma sœur Marianne: «Regarde celui-là – il l'a montré sur l'écran télé –, ça c'est un faiseur de guerre, il faut se méfier de celui-là.» Donc, il avait reconnu la nature du fils Bush avant même qu'il ne fût au pouvoir [Rires].

X. Conclusion

[**Elena Danescu**] Monsieur Werner, je vous remercie infiniment pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui et pour nous avoir fait partager vos souvenirs personnels qui éclairent des coins inconnus de la personnalité de celui qui fut monsieur Pierre Werner. Je me permettrai de vous laisser le mot pour la conclusion.

[**Henri Werner**] Je voulais vous remercier du travail de recherche que vous faites. Ce travail est infiniment précieux. Je voudrais aussi étendre ces compliments qui sont authentiques, et qui sont vraiment mon opinion – pas des compliments mais mon opinion – que le travail que vous faites est précieux parce que l'Europe a une âme et il faut garder cette âme à l'Europe. Et avec votre travail de mémoire, vous créez cette mémoire collective qui est l'âme de l'Europe. Et mon père n'est qu'une petite pierre de mosaïque là-dedans. Et cette Europe, c'est une œuvre unique dans l'Histoire. Et votre travail..., vous consolidez cette œuvre unique pour qu'elle reste un acquis pour l'humanité. Je trouve votre travail très important et je voulais vous féliciter de votre mémoire et de votre travail si professionnel.

[**Elena Danescu**] Encore une fois, mille fois merci. Monsieur Werner.